



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 21 DÉCEMBRE 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 21ST, 1940

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces. Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
4923—44-9-o

Lettres Patentes

"The Junior League of Montreal Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre 1940, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de "The Junior League of Montreal Inc.", la corporation appelée "The Junior League of Montreal Inc.", constituée en corporation sous la Loi des clubs de récréation (R.S.Q., c. 257) en vertu d'une déclaration faite le 27 octobre 1917, par Elisabeth McKim et autres, et qui eut pour résultat la constitution en corporation de "The Junior League of Montreal Inc." sous ce nom, sur résolution du Conseil de la cité de Montréal passée le 11 mars 1918, comme le démontre une copie certifiée de la déclaration et de la résolution enregistrées au greffe de la Cour supérieure, à Montréal, le 20 mars 1918, et les buts poursuivis par cette corporation sont les suivants:

Encourager ses membres à s'intéresser aux conditions sociales, économiques, éducationnelles, culturelles et civiques du public en général et rendre efficace leur service volontaire:

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates. Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.
4924—44-9-o

Letters Patent

"The Junior League of Montreal Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of November, 1940, to constitute as a corporation without share capital, under the name of "The Junior League of Montreal Inc." the corporation called "The Junior League of Montreal Inc.", incorporated under the Amusement Clubs' Act (R.S.Q., c. 257) in virtue of a declaration entered into on 27th October, 1917, by Elizabeth McKim and others which resulted in the incorporation of "The Junior League of Montreal Inc." under that name by resolution of the Council of the City of Montreal passed on the 11th March, 1918, as appears on reference to a certified copy of the declaration and resolution filed in the office of the Superior Court at Montreal on the 20th March 1918, and that the purposes for which such an incorporation is sought are the following:

To foster interest among its members in the social, economic, educational, cultural and civic conditions of the community and to make efficient their volunteer service;

Soutenir, favoriser et supporter toutes institutions et tous projets visant à l'amélioration de l'éducation, de la santé ou du bien-être du peuple;

Acquérir, imprimer, publier et autrement faire le commerce de tous livres, pamphlets, toutes œuvres d'art, revues, tous bulletins, ou toutes autres publications, acquérir, acheter, exhiber ou autrement présenter des vues animées et silencieuses, faire usage d'appareils transmetteurs et récepteurs et généralement acquérir et utiliser tous autres biens et moyens susceptibles de profiter directement ou indirectement à la corporation et à la réalisation de ses objets;

Encourager, organiser et donner des concerts, des pièces de théâtre, revues et autres divertissements ou spectacles;

Posséder et exploiter un magasin, marché, bureau de renseignements ou de placement à l'usage des membres ou autres dans le but de réaliser les objets de la corporation;

Le bureau principal de ladite corporation "The Junior League of Montreal Inc." sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Les personnes dont les noms suivent ont été nommées directeurs provisoires de ladite "The Junior League of Montreal Inc.", savoir:

Madame F. Barclay Robinson, bourgeoise, 5610 Place Bradford, Montréal, présidente honoraire, mademoiselle Phyllis Holroyde, sans occupation, 1228 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, présidente, madame Robert H. Craig, bourgeoise, 3464, rue de la Montagne, Montréal, première vice-présidente, Madame Webster K. Newcomb, bourgeoise, 3457, rue Redpath, Montréal, deuxième vice-présidente, madame John E. L. Duquet, bourgeoise, 5581, Place Beaminster, Montréal, troisième vice-présidente, madame William H. Mathews, bourgeoise, 4866, Chemin de la Côte des Neiges, Montréal, secrétaire honoraire, mademoiselle Janet Hutchison, sans occupation, 4294, Avenue Montrose, Westmount, trésorière, mademoiselle Daphne Sare, sans occupation, 1540, rue St-Marc, Montréal, assistante-trésorière, madame Donald Baillie, bourgeoise, 12, Summit Circle, Westmount, département des Arts, mademoiselle Y. Perrault, secrétaire, 637, rue Milton, Montréal, Camp, mademoiselle Margaret Stewart, sans occupation, 3489, rue Stanley, Montréal, clinique dentaire, madame J. A. Hodgson, bourgeoise, 1540, Avenue des Pins, Montréal, éducation, mademoiselle Ruth McDougall, étudiante, 1595, rue McGregor, Montréal, finance, madame L. McKay Smith, bourgeoise, 40, Chemin Belvédère, Westmount, économie domestique, madame Frederick Rea, bourgeoise, 5610, Place Beaminster, Montréal, prélèvement de fonds, madame R. D. Mulholland, bourgeoise, 3302, Avenue des Cèdres, Westmount, nouvelles, mademoiselle Nancy Shorey, sans occupation, 1614 ouest, Avenue des Pins, Montréal, placement, mademoiselle Lorraine Cuddy, sans occupation, 1669 ouest, Sherbrooke, Montréal, publicité, madame George Owen, bourgeoise, 4801, Avenue Coolbrook, Montréal, école d'art oratoire et madame Herman Woodward, bourgeoise, 4709 Boulevard Westmount, Westmount, magasin de bimboloterie, toutes du district de Montréal.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinq cent mille dollars (\$500,000).

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
5643 Assistant-procureur général.

To carry on, promote and support institutions and activities to improve the education, health and welfare of the people;

To acquire, print, publish and otherwise deal with any book, pamphlet, work of art, periodical, bulletin, or other publication, to acquire, purchase, exhibit or otherwise deal with moving and still pictures, to use broadcasting and the radio and generally to acquire and use all other property and means directly or indirectly conducive to the benefit of the corporation and the attainment of its objects;

To promote, hold and give concerts, plays, revues and other entertainments or spectacles;

To own and operate a store, exchange, information office or employment bureau for the use of members and others in order to attain the objects of the corporation;

The head office of the said corporation "The Junior League of Montreal Inc." shall be at the City of Montreal in the District of Montreal.

The following persons are named provisional directors of the said "The Junior League of Montreal Inc", to wit:

Mrs. F. Barclay Robinson, Housewife, 5610 Bradford Pl., Montreal, Hon. President, Miss Phyllis Holroyde, no occupation, 1228 Sherbrooke St. W., Montreal, President, Mrs. Robert H. Craig, Housewife, 3464 Mountain St., Montreal, 1st Vice-President, Mrs. Webster K. Newcomb, Housewife, 3457 Redpath St., Montreal, 2nd Vice-President, Mrs. John E. L. Duquet, Housewife, 5581 Beaminster Pl., Montreal, 3rd Vice-President, Mrs. William H. Mathews, Housewife, 4866 Côte des Neiges Rd., Montreal, Hon. Secretary, Miss Janet Hutchison, no occupation, 4294 Montrose Ave., Westmount, Treasurer, Miss Daphne Sare, no occupation, 1540 St. Mark St., Montreal, Assist. Treasurer, Mrs. Donald Baillie, Housewife, 12 Summit Circle, Westmount, Arts Department, Miss Y. Perrault, Secretary, 637 Milton Street, Montreal, Camp, Miss Margaret Stewart, no occupation, 3489 Stanley St., Montreal, Dental Clinic, Mrs. J. A. Hodgson, Housewife, 1540 Pine Avenue, Montreal, Education, Miss Ruth McDougall, student, 1595 McGregor St., Montreal, Finance, Mrs. L. McKay Smith, Housewife, 40 Belvedere Rd., Westmount, Housekeeper Serv., Mrs. Frederick Rea, Housewife, 5610 Beaminster Pl., Montreal, Money Raising, Mrs. R. D., Mulholland, Housewife, 3302 Cedar Ave., Westmount, News Sheet, Miss Nancy Shorey, no occupation, 1614 Pine Avenue W., Montreal, Placement, Miss Lorraine Cuddy, no occupation, 1669 Sherbrooke W., Montreal, Publicity, Mrs. George Owen, Housewife, 4801 Coolbrook Ave., Montreal, Speech Clinic and Mrs. Herman Woodward, Housewife, 4709 Westmount Blvd, Westmount, Superfluity Shop, all of the District of Montreal.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to five hundred thousand dollars (\$500,000).

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
5644-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est par les présentes donné que MM. Jos. Gagnon, industriel, Georges Cloutier, médecin, Philippe Thibaudeau, marchand de bois, P.-Adélaïde Veilleux, marchand, Jos. Godbout, hôtelier, Octave Papillon, marchand, Paul-Émile Thibaudeau, dentiste, J.-T. Cliche, marchand, Jos. Michaud, médecin, Ls. Ph. Gagnon, dentiste, Rodolphe Maheux, médecin, Gérard Thibaudeau, gérant, William Garant, charretier, Wilfrid Morin, garagiste, Armand Veilleux, cinéaste, Henry Lessard, industriel, Eddy Poulin, commerçant, H.-G. Hébert, médecin-vétérinaire; tous propriétaires résidents et contribuables et la majorité des propriétaires intéressés, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale érigeant la municipalité du Village-Est de St-Georges de Beauce, pour fins municipales seulement, sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, sous le nom de Ville Georges.

La dite pétition pourra demander que d'autres droits et privilèges soient accordés à la dite municipalité, selon qu'elle le croira à propos et avantageux.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, qui est bornée comme suit:

En front vers le sud-ouest, par la rive nord-est de la rivière Chaudière, à ses plus hautes eaux, c'est-à-dire à partir du terrain cultivable; vers le nord-ouest par la ligne sud-est du lot numéro cinq cent soixante et dix-sept (577) du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges; vers le sud-est par la ligne nord-ouest du lot numéro six cent treize (613) du même cadastre et vers le nord-est par une ligne tirée parallèlement à la rive nord-est de la rivière Chaudière, à dix arpents au nord-est de la limite sud-ouest en premier lieu décrite.

St-Georges de Beauce, le 25 novembre 1940.

Le procureur des requérants,
5357-48-4-o CLOVIS THIBAudeau.

Avis est par les présentes donné que "Industrial Life Insurance Company", corporation légale ayant son siège social en la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour en obtenir une loi l'autorisant à faire affaires également sous le nom français de "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie" et pour faire déclarer valides tous les contrats ou autres documents signés pour elle sous ce nom, ainsi que sous les noms de "The Industrial Life Insurance Company" et "L'Industrielle Cie d'Assurance-Vie."

Québec, 4 décembre, 1940.

Les procureurs de "Industrial Life Insurance Company,"
ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU.
5537-49-4-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session ou à la session subséquente de la Législature de la Province de Québec, le parlement réuni, les dits requérants, Louis Cohen, marchand, Bertha Cohen, épouse séparée de

Notice is hereby given that: MM. Jos. Gagnon, trader, Georges Cloutier, physician, Philippe Thibaudeau, wood-dealer, P. Adélaïde Veilleux, merchant, Jos. Godbout, innkeeper, Octave Papillon, merchant, Paul-Émile Thibaudeau, dentist, J. T. Cliche, merchant, Jos. Michaud, physician, Ls. Ph. Gagnon, dentist, Rodolphe Maheux, physician, Gérard Thibaudeau, manager, William Garant, public carrier, Wilfrid Morin, garagist, Armand Veilleux, cinéast, Henry Lessard, trader, Eddy Poulin, trader, H. G. Hébert, veterinary-surgeon; all proprietors, dwelling and tax-payers and the majority of interested proprietors will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at her next session, to ask the carrying of a special law, erecting the Municipality of East-Village of St-Georges, Beauce, for municipal purposes only, under the provisions of the Cities and Towns' Act, under the name of Town of George.

The said petition may request that other rights and privileges be granted to the said Municipality when it may deem it suitable and advantageous.

The territory of the new Town municipality will be the same as that of the former Village Municipality which is bounded as follows:

In front towards the Southwest, by the Northeast shore of the Chaudière River at highest water, that is to say starting from the cultivable land; towards the Northwest by the Southeast line of lot number five hundred and seventy seven (577) of the official cadastre for the parish of St. Georges; towards the Southeast, by the Northwest line of lot number six hundred and thirteen (613) of the same cadastre, and towards the Northeast by a line drawn parallel with the Northeast bank of the Chaudière River, at ten arpents Northeast of the Southwest limit firstly described.

St. Georges de Beauce, this 25th, of November, 1940.

CLOVIS THIBAudeau,
5358-48-4-o Attorney for the petitioners.

Notice is hereby given that Industrial Life Insurance Company, a body politic and corporate having its Head Office at the City of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law authorizing it to also do business under the french name of "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie" and to validate all contracts and other documents signed in its behalf under that name or under the names "The Industrial Life Insurance Company" and "L'Industrielle Cie d'Assurance-Vie".

Quebec, December 4th, 1940.

ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Industrial Life Insurance Company.
5538-49-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next or subsequent session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, in Parliament assembled, the said petitioners, Louis Cohen, merchant, Bertha Cohen, wife separate as to property of

biens de Louis Cohen, Rose Cohen, femme mariée, épouse séparée de biens de Morris Gold, Henry Cohen, comptable, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur dûment autorisé de son fils mineur, Howard Thomas Cohen, Minnie Bessye Cohen, épouse séparée de biens de Henry Cohen, Ida Huda Cohen, teneur de livres, Sydney B. Cohen, commis, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à ladite Législature pour obtenir la passation d'une loi changeant le nom de famille des dits requérants et dudit mineur, Howard Thomas Cohen, de "Cohen" en celui de "Mescon", et avec tous les droits et obligations inhérents à tel changement.

Montréal, le 21 novembre 1940.

Les procureurs des requérants,
5575-50-4-o SHULMAN & SHULMAN.

Avis public est par les présentes donné que "The Wales Home" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement la loi qui l'a constituée en corporation, lui permettant de changer la localité de son bureau chef, étendant ses pouvoirs concernant l'acquisition, l'emploi et la disposition de biens et lui permettant d'emprunter de l'argent et de donner des garanties à cet effet, et concernant la qualité de membre de la corporation, les assemblées de ses membres, son conseil de gouverneurs et leurs pouvoirs, et pourvoyant généralement à la direction et administration de ses affaires.

Richmond, le 2 décembre 1940.

THE WALES HOME,
par (signé) C. E. Manning,
5539-49-4-o Secrétaire.

Avis est par les présentes donné que Son Excellence Monseigneur Joseph Aldée Desmarais, Evêque d'Amos, désireux d'établir un collège pour l'enseignement commercial, scientifique et classique à Amos, s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session pour en obtenir une loi constituant en corporation "Le Collège d'Amos" avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Québec, 5 décembre 1940.

Pour le requérant,
LAURENT LESAGE, notaire,
Coin Couillard & Christie,
5577-50-4-o Québec.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Compagnie l'Electrique de Mont-Laurier Limitée présentera une pétition introductive d'un bill privé à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour qu'une loi soit passée aux fins de rendre légale l'existence et la construction d'un certain barrage ayant existé et existant actuellement sur la rivière du Lièvre à Mont-Laurier, district de Montcalm, le tout pour valoir ce que de droit.

Mont-Laurier, ce 1er décembre 1940.

Les procureurs de la pétitionnaire,
5579-50-4-o LALONDE & LALONDE.

Demande à la Législature de la part de La Compagnie de Chemin de fer Alma & Jonquières.

Avis est donné que La Compagnie de Chemin de fer Alma & Jonquières s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes:

Louis Cohen, Rose Cohen, married woman, wife separate as to property of Morris Gold, Henry Cohen, accountant, personally as well as in his quality of tutor duly authorized to his minor son, Howard Thomas Cohen, Minnie Bessye Cohen, wife separate as to property of Henry Cohen, Ida Huda Cohen, bookkeeper, Sidney B. Cohen, clerk, all of the City and District of Montreal, will apply for the passing of an act changing the family name of said petitioners and of the said minor, Howard Thomas Cohen, from "Cohen" to that of "Mescon" and with all rights and obligations incidental to such change.

Montreal, November 21st, 1940.

SHULMAN & SHULMAN,
5576-50-4-o Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that The Wales Home will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its Act of Incorporation by enabling it to change the location of its head office, extending its powers with regard to the acquisition, use and disposal of property and enabling it to borrow money and give security therefor, and with regard to membership in the Corporation, meetings of its members, its Board of Governors and their powers, and generally providing for the management and administration of its affairs.

Richmond, 2nd December, 1940.

THE WALES HOME,
by (Sgd.) C. E. Manning,
5540-49-4-o Secretary.

Notice is hereby given that His Excellency Monseigneur Joseph Aldée Desmarais, Bishop of Amos, in view of establishing at Amos a College for commercial, scientific and classic studies, will apply to the Quebec Legislature, during its next session, to obtain the grant of a law incorporating "Le Collège d'Amos" with all powers generally granted to such corporations.

Quebec, December 5, 1940.

For the petitioner,
LAURENT LESAGE, notary,
Corner Couillard & Christie Sts.
5578-50-4-o Québec.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Compagnie l'Electrique de Mont-Laurier Limitée" shall present a petition for the introduction of a Private Bill at the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act for the purpose of legalizing the existence and the construction of a certain dam which existed and still exists on the River "Du Lièvre" at Mont-Laurier, district of Montcalm, the whole to comply with all legal purposes.

Mont-Laurier, this 1st December, 1940.

LALONDE & LALONDE,
5580-50-4 Attorneys for petitioner.

Application to the Legislature on behalf of The Alma and Jonquières Railway Company.

Notice is hereby given that The Alma and Jonquières Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purpose:

Pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5605-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

VILLAGE DE MANIWAKI

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Village de Maniwaki s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, aux fins de confirmer l'entente intervenue entre la Gatineau Power Company, la Corporation du Village de Maniwaki et les Commissaires d'Écoles de Maniwaki, relativement à l'évaluation de certaines propriétés immobilières et du paiement des taxes municipales et scolaires.

Maniwaki, le 3 décembre, 1940.

Le Secrétaire-Trésorier,
5581-50-4-o PALMA JOANIS.

AVIS LEGAL

Avis public est par les présentes donné que certains des Légataires de la Succession de Feu Joseph Narcisse Perrault, en son vivant, bourgeois, des Cité et District de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le paiement aux Légataires de certaines annuités, et d'augmenter certaines autres annuités aux Légataires, en sus des annuités déjà existantes, et toutes autres dispositions qu'il plaira à la Législature d'accorder.

Montréal, le 7 décembre, 1940.

Le procureur des requérants,
5583-50-4-o OMER COTE.

Canada, Province de Québec, District of Montréal.

Avis public est par les présents donné que George Anthony Alexopoulos, avocat, de la Cité et du district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée législative de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom de famille en celui d'Allison avec tous les droits et obligations incidents à un tel changement.

Montréal, Décembre 9, 1940.

Les procureurs pour le requérant,
5585-50-4-o CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU.

Demande à la législature de la part de La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay

Avis est donné que La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

Pour pourvoir à ce que la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires soit fixée de temps à autre par règlement de la compagnie; pour pourvoir à l'augmentation ou la diminution du nombre des directeurs et de leur quorum et

To give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pension funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5606-50-4-o Attorneys for Petitioner.

VILLAGE OF MANIWAKI

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Maniwaki will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, in order to ratify an agreement passed between the Gatineau Power Company, the Corporation of the Village of Maniwaki and the School Board of Maniwaki, concerning the assessment of certain immoveable properties and payment of municipal and school taxes.

Maniwaki, December 3rd, 1940.

PALMA JOANIS,
5582-50-4-o Secretary-Treasurer.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that certain legatees of The Estate of the Late Joseph Narcisse Perrault, in is lifetime gentleman of the City and District of Montreal, will apply at the Nearest Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to authorize the immediate payment to the Legatees of certain annuities, and to increase certain others annuities to the Legatees over and above the annuities actually existing, and other provisions as it may please to Legislature to grant.

Montreal, December 7th, 1940.

OMER COTE,
5584-50-4-o Attorney for plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, the Petitioner, George Anthony Alexopoulos, advocate, of the City and District of Montreal, will apply for the passing of an act changing the family name of said Petitioner to that of Allison with all the rights and obligations incidental to such change.

Montreal, December 9th, 1940.

CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU,
5586-50-4-o Attorneys for Petitioner.

Application to the Legislature on behalf of The Roberval and Saguenay Railway Company.

Notice is hereby given that The Roberval and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purposes:

To provide that the date of the Annual General Meeting of the Shareholders may be fixed from time to time by a by-law of the Company; to make provisions for the increase or decrease of the number of Directors and their quorum and

pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5607-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis public est par les présentes donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Pierre-aux-Liens dans le comté de Jacques-Cartier s'adresseront, par leur procureur sous-signé, à la Législature de la Province de Québec durant sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de corriger l'erreur qui s'est glissée dans les comptes de taxes scolaires adressés aux contribuables et plus particulièrement pour qu'il soit déclaré que lesdits comptes pour taxes scolaires émis par la Commission durant l'année 1938 s'appliquent aux taxes exigibles pour l'année fiscale commençant le 1er juillet 1938 et se terminant le 30 juin 1939.

Montréal, 9 décembre 1940.

Le procureur des requérants,
5587-50-4-o CHARLES CHAMPOUX.

Demande à la Législature de la part de Saguenay Terminals Limited.

Avis est donné que Saguenay Terminals Limited, s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

Pour pourvoir à l'augmentation ou la diminution du nombre des directeurs et de leur quorum et pour donner à la compagnie le pouvoir d'établir et de maintenir ou d'aider à établir et à maintenir des associations, institutions, caisses, fiducies, fonds de retraite, fonds de pension et autres systèmes de nature à profiter aux officiers et aux employés et aux anciens officiers et employés de la compagnie ou les individus à charge ou parents de ces personnes et d'accorder des pensions et allocations.

Montréal, le 10 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5609-50-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: Services administratifs; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; soldes de crédits, omissions dans rôles d'améliorations locales; soumissions; bureau des achats; élections: électeurs; sociétés; inscription des électeurs, entrées omises ou incomplètes; copies de la liste électorale; bureaux de renseignements; cartes d'identité; règlements: récolte de la glace; démolition de bâtiments; serrures automatiques; vente de marchandises pour certaines fins; budget; dépenses capitales; impenses et dépenses de rôles d'améliorations locales; finances; revenu de vente d'immeubles; fonds de roulement; dépenses différées; emprunt pour achat de machinerie etc.; dépenses

to give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pension funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependents or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5608-50-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the Municipality of St. Pierre-aux-Liens in the County of Jacques-Cartier will apply, by the undersigned attorney, to the Legislature of the Province of Québec during its next session, praying for the enactment of a law with the object of correcting the error in the accounts for school taxes sent to the tax-payers, and more particularly that it be declared that the said accounts for school taxes sent out by the Commission during the year 1938 refer to the taxes exigible for the fiscal year commencing July 1st, 1938 and expiring June 30th, 1939.

Montreal December 9th, 1940.

CHARLES CHAMPOUX,
5588-50-4-o Attorney for petitioners.

Application to the Legislature on behalf of Saguenay Terminals Limited.

Notice is hereby given that Saguenay Terminals Limited, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to obtain an Act to amend its charter for the following purposes:

To make provisions for the increase or decrease of the number of Directors and their quorum, and to give to the Company the power to establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, trusts, superannuation funds, pensions funds and other conveniences calculated to benefit the officers and employees and ex-officers and ex-employees of the Company or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances.

Montreal, December 10th, 1940.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5610-50-4-o Attorneys for Petitioner.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, Chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: Administrative departments; powers of the executive committee and of the council; balances of appropriations; omissions from the rolls of local improvements; tenders; purchasing bureau; elections: electors; firms; entries of electors, omitted or incomplete; copies of the voters' list; information bureaux; identification card; by-laws: cutting of ice; demolition of buildings; automatic locks; sale of merchandise for certain purposes; budget; capital expenditures; outlays and expenses on local improvement rolls; finances; revenue from the sale of immovables; working capital; deferred expenditures; loan for purchase of machinery etc.; expenditures for repairs to pavings; taxes:

pour réparation de pavages; taxes: exemptions; établissements d'éducation; taxes d'affaires; bouchers; spécialistes en tôle; locataires de chambres; délai pour réclamation de cotisations d'églises; exemption re lignes homologuées; taxe de l'eau; imposition aux propriétaires; taxe de vente; impôt sur le revenu; Hampstead partie du territoire; bureau des estimateurs; nomination; révo- cation, traitements; définition de valeur réelle; évaluation de bâtiments en voie de construction; rôle de perception; valeur locative; bureau de revision; composition; nomination; pouvoirs; appels; plaintes re dénominations religieuses; tracé des rues, ruelles etc.; expropriations; versements d'améliorations locales; pavages en macadam ou en macadam asphalté; réclamations; chutes, drains privés; insuffisance d'égouts; accidents d'automobiles; assermentation des réclamants; contribution aux traverses d'hiver; droit de passage de certains véhicules; construction sur le boulevard Pie IX; ventes à l'enchère; répartition du coût de tuyaux à l'eau; fonds d'assurance re accidents de travail; qualification des conseillers; obligations résultant d'annexions; obligation de construire trottoirs dans certains contrats; restriction de vente, de location etc. dans certains contrats; exemption re coût d'égout; tuyaux à l'eau dans d'autres municipalités; approvisionnement d'électricité; contrat etc.; loi de la Commission municipale de Québec; avis de réclama- tions et actions; vente d'immeubles; coût de l'égout de la rue Jean-Talon; ratification de certains actes, résolutions, conventions, rôles, plans etc.

Le greffier de la Cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de ville,

Montréal, 14 décembre 1940. 5621-50-4-o

exemptions; educational establishments; busi- ness tax; butchers; sheet metal and roofing ex- perts; rooming-houses; delay for claiming church assessments; exemption re homologated lines; water tax; levy upon proprietors; sales tax; in- come tax; Hampstead forming part of territory; assessors' office; appointment; recall; salaries; definition of real value; valuation of buildings in course of construction; tax roll; rental value; board of revision; composition; appointment; powers; appeals; complaints re religious denomi- nations; plan of streets, lanes etc.; expropriations; local improvement instalments; macadam or as- phalted macadam pavings; claims; falls; private drains; insufficiency of sewers; automobile acci- dents; swearing of claimants; contribution to winter crossings; right of way of certain vehicles; buildings on Pie IX boulevard; auction sales; apportionment of cost of water mains; insurance fund re workmen's accidents; qualifications of councillors; obligations resulting from annexa- tions; obligation, in certain contracts, to lay side- walks; restrictions as to sale, leasing etc. in cer- tain contracts; exemption re cost of sewer; water mains in other municipalities; electricity supply; contract etc.; Quebec Municipal Commission Act; notices of claims and actions; sale of immovables; cost of sewer on Jean-Talon street; ratification of certain deeds, resolutions, agreements; rolls; plans etc.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montreal, 14th December 1940. 5622-50-4-o

Avis est par les présentes donné par la ville de Val d'Or qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale à l'effet de lui permettre de donner en garantie des obliga- tions qu'elle pourrait légalement émettre, toutes ou partie des sommes payables à la ville de Val d'Or par la compagnie Sigma Mines (Quebec) Limited sous l'autorité de la Loi 4 Geo. VI, chapit- re 96, section 1 et l'amendement de la Loi des Cités et Villes quant aux articles suivants:

Article 124:

Fixation du cens d'éligibilité pour les échevins et le maire.

Article 446:

Imposition de taxes d'eau sur les lots bâtis et non-bâtis nonobstant 4 George VI, Chap. 96, Article 4.

Daté à Val d'Or, ce 17 décembre 1940.

La Ville de Val d'Or,

Le secrétaire-trésorier,

5649-51-4-o

H. A. SOUCY.

Notice is hereby given that the Town of Val d'Or will petition the Legislature of Quebec at its next session, praying that a special Act be enacted, to the effect of giving said Town, of Val d'Or, powers to allocate whole or part of the sums of money payable to said Town by the Company Sigma Mines (Quebec) Limited in virtue of Act 4, Geo. VI, Chap. 96, Section 1,—to guarantee an issue of Bonds to be legally issued and also to amend the Cities and Town's Act as far as the following articles are concerned:

Article 124:

To establish the qualifications of the candidate for aldermen and Mayor.

Article 446.

To impose water tax on lots built upon and on lots not built upon, notwithstanding, Geo. VI, Chap. 96, Art. 4.

Dated at Val d'Or this 17th day of December 1940.

The Town of Val d'Or,

H. A. SOUCY,

Secretary-Treasurer.

5650-51-4-o

Avis est par les présentes donné que l'As- sociation des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated, s'adressera à la Légis- lature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi constituant en une nouvelle corporation les chiro- praticiens qualifiés de la province de Québec, réglementant l'admission à l'étude et l'exercice de la chiropratique et conférant à ladite cor- poration certains droits, obligations et pouvoirs

Notice is hereby given that "L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Inco- rporée—Quebec Chiropractic Association Inco- rporated" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to incorporate into a new cor- poration the qualified chiropracticicians of the Province of Quebec, regulating admission to the study and practice of chiropody and conferring upon the said corporation certain rights, obli- gations and powers respecting its internal govern-

touchant sa régie interne, la discipline et la bonne conduite de ses membres, les examens et autres qualifications requises pour être admis dans ladite corporation et autres objets accessoires.

L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated.

J.-M. GAUDET,
President,
W.-L. MARCOTTE,
Secrétaire.

5655-51-4-o

ment, the discipline and good conduct of its members, the examinations and other qualifications required to be admitted into the said corporation, and for other accessory purposes.

L'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Incorporée—Quebec Chiropractic Association Incorporated.

J. M. GAUDET,
President,
W. L. MARCOTTE,
Secretary.

5656-51-4

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Longueuil, corporation légalement constituée ayant son principal bureau et place d'affaires en la Cité de Longueuil, district de Montréal, fera application à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de ratifier et confirmer suivant ses termes, et déclarer légaux, valides et obligatoires à toutes fins que de droit, les règlements Nos. 384 et 385 concernant la réorganisation financière de la dite Cité, et autres fins s'y rattachant.

Montréal, le 16 décembre 1940.

Le procureur de la requérante,
5653-51-4-o PHILIPPE LAMARRE.

Notice is hereby given that the City of Longueuil, a corporation duly incorporate, having its principal place of business in the City of Longueuil, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special act in order to ratify and confirm and also declare legal, valid and compulsory *à toutes fins que de droit*, by-laws Nos. 384 and 385 concerning the financial reorganization of the City of Longueuil, and for other purposes.

Montreal, December 16th 1940.

PHILIPPE LAMARRE,
Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Grand'Mère et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement No 375 de la Cité de Grand'Mère ainsi qu'une résolution des dits Commissaires d'Écoles passée et adoptée le 2 décembre 1940; le dit règlement pourvoyant, pour une période de dix ans (a) à l'évaluation de certains biens de "The Shawinigan Water & Power Company" et de "Consolidated Paper Corporation Limited", (b) à une contribution annuelle qui devra être versée à la dite Cité par les dites compagnies (c) à la continuation des fonctions de certains officiers de la dite Cité; et la dite résolution acceptant la même évaluation pour toutes fins d'imposition scolaire pendant la même période.

Grand'Mère, 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5709-51-4-o LEOPOLD PINSONNAULT.

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère and the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mère in the county of Champlain will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act ratifying and approving by-law No. 375 of the City of Grand'Mère and a resolution of the said School Commissioners voted and adopted on the 2nd of December 1940; the said by-law providing, for a period of ten years (a) for the valuation of certain properties of The Shawinigan Water & Power Company and of Consolidated Paper Corporation Limited, (b) for an annual contribution to be paid to the said City by the said companies, (c) for the continuation of the functions of certain officials of the said City; and the said resolution accepting the same valuation for all purposes of school taxation during the said period.

Grand'Mère, December 17, 1940.

LEOPOLD PINSONNAULT,
Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Notre-Dame du Mont Carmel dans le Comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 63 adopté le 18 septembre 1940 par le Conseil de la dite paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel ainsi qu'une résolution adoptée par lesdits Commissaires d'Écoles le 20 octobre 1940; le dit règlement et la dite résolution pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans de certaines propriétés de la "The Shawinigan Water & Power Company", corps politique ayant sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal.

Les Trois-Rivières, le 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5711-51-4-o FRANÇOIS LAJOIE.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Notre Dame du Mont Carmel, as well as the School Commissioners for the Municipality of Notre Dame du Mont Carmel, in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session, to ask for the passing of an act ratifying by law No. 63, adopted on the 18th of September 1940, by the Council of the said Parish of Notre Dame du Mont Carmel, as well as a resolution adopted by said School Commissioners, on the 20th of October 1940; the said by-law and resolution providing for a fixed valuation, for a period of ten years, of certain properties of "The Shawinigan Water & Power Company" a body politic having its principal place of business in the City and District of Montreal.

Trois Rivières, December the 17th, 1940.

FRANÇOIS LAJOIE,
Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de St-Etienne des

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St. Etienne des Grès, as well

Grès, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Etienne des Grès dans le Comté de St-Maurice, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 37 adopté le 4 novembre 1940 par le conseil de la dite paroisse de St-Etienne des Grès, ainsi qu'une résolution adoptée par les dits Commissaires d'Écoles, le 3 décembre 1940; le dit règlement et la dite résolution pourvoyant à une évaluation fixe pour une période de dix ans de certaines propriétés de la "The Shawinigan Water & Power Company" corps politique ayant sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal.

Trois-Rivières, le 17 décembre 1940.

Le procureur des Requérants,
5713-51-4-o FRANÇOIS LAJOIE.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Richmond, Comté de Richmond, fera application à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour la passation d'une Loi déterminant que la dite Ville sera divisée en trois (3) quartiers au lieu de quatre (4) quartiers, que le nombre de conseillers municipaux sera de six (6) au lieu de sept (7) et que l'élection de trois (3) de ses conseillers aura lieu à chaque année.

Richmond, ce 17 décembre 1940.

Les procureurs de la requérante,
5715-51-4-o GAGNE & DESMARAIS.

Avis public est par le présent donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins : aux fins : 1°. De mieux définir ce que comprend la valeur réelle des immeubles imposables dans la municipalité; 2°. De modifier les pouvoirs des estimateurs relativement au rôle d'évaluation; 3°. De permettre le paiement des taxes en quatre versements les premier janvier, mars, mai et juillet de chaque année; 4°. De permettre au trésorier de la Cité de faire la demande de paiement des taxes au moyen d'un avis déposé à la poste sous pli recommandé; 5°. D'inclure la Cité de Lachine dans le territoire désigné dans la section 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112 et amendements; 6°. D'autoriser la Cité: a) A décréter la fermeture de ses rues; b) A imposer une taxe sur les bicyclettes, les automobiles et les radios; c) A changer les commerces et manufactures qui peuvent être exercés dans les zones résidentielles; 7°. De permettre la vente des terrains vacants de la Cité par vente privée; 8°. De changer le mode d'élection des membres du conseil municipal; et pour autres fins.

Et avis est, de plus donné que lors de la considération du Bill de la Cité de Montréal, par le Comité de la dite Législature, la Cité proposera un amendement à ce Bill au même effet d'inclure la Cité de Lachine dans le territoire désigné dans la section 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 112.

Montréal, 17 décembre 1940.

Les procureurs de la Cité de Lachine,
5725-51-4-o SYLVESTRE & PELLETIER.

SUCCESSION DE DAME EDITH MARY WURTELE
OU LINDSAY.

Avis est donné par les présentes que Madame Gertrude Jean Crawford Lindsay ou Bishopric, de la Cité de Québec, et the Royal Trust Com-

as the School Commissioners for the municipality of St. Etienne des Grès, in the County of St. Maurice, will apply to the Legislature, at its next session, to ask for the passing of an act ratifying By-law No. 37 adopted on the 4th of November 1940, by the Council of the said Parish of St. Etienne des Grès, as well as a resolution adopted by the said School Commissioners on the 3rd of December 1940, the said By-law and resolution providing for a fixed valuation for a period of ten years, of certain properties of The Shawinigan Water & Power Company, a body politic having its principal place of business, in the city and District of Montreal.

Trois-Rivières, December the 17th, 1940.

FRANÇOIS LAJOIE,
5714-51-4-o Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Town of Richmond, County of Richmond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of a Law to the effect that the said Town will be divided into three (3) wards instead of four (4) wards, that the number of councillors be six (6) instead of seven (7) and that three of its councillors be elected each year.

Richmond, this 17th day of December, 1940.

GAGNE & DESMARAIS,
5716-51-4-o Attorneys for the petitioner.

Public notice is hereby given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the adoption of an Act amending its Charter 9 Edward VII, Chapter 86 and amendments, for the following purposes: 1°. To better define what comprises the actual value of the assessable immovables in the municipality; 2°. To modify the powers of the assessors in relation to the valuation roll; 3°. To allow the payment of taxes in four instalments on the first day of the months of January, March, May and July of each year; 4°. To allow the treasurer of the city to demand the payment of taxes through a notice sent by registered mail; 5°. To include the City of Lachine in the territory designated in section 13 of the law 25-26 George V, Chapter 112 and amendments; 6°. To authorize the City: a) To decree the closing of its streets; b) To impose a tax on bicycles, automobiles and radios; c) To change the trades and manufactures which may be carried on in the residential zones; 7°. To allow the sale of vacant lots belonging to the City by private sale; 8°. To change the mode of election of the members of the municipal Council; and for other purposes.

Notice is further given that when the Bill of the City of Montreal is studied by the committee of the Legislature, the City will propose an amendment to that Bill to the same effect of including the City of Lachine in the territory designated in the Section 13 of the Law 25-26 George V, Chapter 112.

Montreal, December 17th 1940.

SYLVESTRE & PELLETIER,
5726-51-4-o Attorneys for the City of Lachine.

ESTATE OF MRS. EDITH MARY WURTELE OR
LINDSAY.

Notice is hereby given that Mrs. Gertrude Jean Crawford Lindsay or Bishopric, of the City of Quebec, and the Royal Trust Company, as

pany, comme fiduciaires et exécuteurs nommés par le testament de feu Dame Edith Mary Wurtele ou Lindsay, en son vivant de la Cité de Québec, fait en la forme dérivée de la loi d'Angleterre, à Kingsmere, P. Q., le 21 septembre 1936, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi déclarant suffisante l'attestation du dit testament et autorisant l'exécution d'icelui.

Québec, le 18 décembre 1940.

Les procureurs des Requérants,
ST. LAURENT GAGNÉ DEVLIN & TASCHEREAU.
5729-51-4-0

Canada, Province de Québec

AVIS

Avis est par les présentes donné que la ville de Louiseville, s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session, pour faire passer un Bill, amendant sa Charte, la loi 12 Geo. V, Chap. 113, telle qu'amendée par 25-26 Geo. V, Chap. 129, pour ratifier des contrats de transaction et déclarations de règlement, signés par "La Ville de Louiseville", et "The Associated Textile Co. of Canada Ltd", et produits dans les dossiers des causes No 11989 et No 12004, de la Cour de Magistrat pour le district des Trois-Rivières, et déterminer la valeur imposable des propriétés immobilières de la Compagnie susdite.

Pour autoriser le conseil de la ville de Louiseville, et la Commission Scolaire de Louiseville, à corriger ses rôles d'évaluation et de perception, en vigueur pour les années fiscales 1939 et 1940.

Pour obtenir des pouvoirs plus étendus.
Louiseville, le 18 décembre, 1940.

LA VILLE DE LOUISEVILLE,

Par: CHAS. HEATON,
Maire.

J. MIVILLE LESAGE, JEAN-PAUL CHEVALIER,
Procureur de la requérante. Greffier.
5727-51-4-0

Avis est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale aux fins suivantes:

Amender la Loi 20 Geo. V, chap. 118 en retranchant la 2^{ème} partie du paragraphe 1er de l'article 10, et qui commence par les mots "Toutefois les taxes municipales etc."; modifier la Loi des cités et villes pour la dite Cité sur les matières suivantes:—amender l'article 526 de la dite Loi en augmentant le maximum ainsi que la taxe des compagnies d'utilités et services publics, fixer un taux suivant l'importance du chiffre d'affaires; accorder un escompte sur les taxes; réglementer les nuisances, déchets, ferrailles, enseignes-réclames, les vieilles bâtisses, la circulation, le droit de vote des locataires; déterminer à quelle distance des trottoirs on ne peut bâtir; imposer une taxe de vente sur les liquides alcooliques.

A) Réglementer la taxe d'eau, d'égout, pavages et trottoirs imposée en permanence et perçue de la manière prescrite comme les taxes générales et avec le même privilège que la taxe foncière.

B) Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges, de la neige, nettoyer et arroser les rues et imposer une taxe sur tout propriétaire, locataire ou occupant pour en défrayer le coût et la manière de la percevoir; et autres fins.

Chicoutimi, 18 décembre 1940.

Le procureur de la requérante,
5733-51-4-0 J.-C. GAGNÉ.

Trustees and Executors appointed by the Will of the late Mrs. Edith Mary Wurtele or Lindsay, in her lifetime of the City of Quebec, made in the form derived from the laws of England at Kingsmere, P. Q., on the 21st September, 1936, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act declaring sufficient the attestation of the said Will and authorizing the execution thereof.

Quebec, 18th December 1940.

ST. LAURENT GAGNÉ DEVLIN & TASCHEREAU,
5730-51-4-0 Attorneys for Petitioners.

Canada, Province of Quebec

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Louiseville, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act, amending its charter, Act 12 Geo. V, Chap. 113, as amended by 25-26 Geo. V, Chap. 129, to ratify business contracts and declarations of By-laws, signed by "La Ville de Louiseville", and "The Associated Textile Co. of Canada Ltd" and filed in the Records of Cases No. 11989 and No. 12004, of the Magistrate's Court for the district of Trois-Rivières, and to determine the taxable value of the immovable properties of the aforesaid company.

To authorize the Council of the Town of Louiseville, and the School Commission of Louiseville, to correct their valuation and collection rolls, in force for the fiscal years 1939 and 1940.

To obtain more extensive powers.
Louiseville, December 18, 1940.

THE TOWN OF LOUISEVILLE,

Per: CHAS. HEATON,
Mayor.

J. MIVILLE LESAGE, JEAN PAUL CHEVALIER,
Attorney for petitioner. Clerk.
5728-51-4

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature at its next Session for the passing of a Special Act for the following purposes:

To amend the Act 20 Geo. V, chap. 118 by deleting the 2nd part of the 1st paragraph of Section 10, which begins with the words "However, the annual municipal taxes etc."; amend the Cities and Towns' Act for the said City with regard to the following matters:—amend Article 526 of the said Act by increasing the maximum as well as the tax for public utilities and service companies, fix a rate, based on the importance of the business figures; to grant a discount on taxes; regulate nuisances, rubbish, scrap iron, bill-boards, old buildings, traffic, tenants' voting right; to determine at what distance from sidewalks we may build; to levy a sales' tax on alcoholic liquor.

A) To regulate the water, sewer, pavings' and sidewalks' tax, permanently levied and collected in the manner prescribed for general taxes and with the same privilege as ground tax.

B) To provide for the removal of garbage and, snow, clean and sprinkle the streets and levy a tax on any proprietor, tenant or occupant to defray the cost of same and the mode of collecting the said tax; and for other purposes.

Chicoutimi, December 18th., 1940.

J. C. GAGNÉ,
Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que La Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour demander que sa charte soit amendée: pour modifier, remanier et exercer autrement son pouvoir de taxation; pour approprier des deniers aux dépenses annuelles; pour obtenir le pouvoir d'emprunter des sommes nécessaires à l'administration de la cité pour l'année fiscale de 1941.

Par ordre,
Le greffier,
5737-51-4-o ARTHUR BELIVEAU.

Notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature, at its next session, for amendment to its charter; to alter, change and exercise differently its powers of taxation; to appropriate moneys to annual expenses; to obtain power to borrow the amounts required for the administration of the City, for the fiscal year of 1941.

By Order,
ARTHUR BELIVEAU,
Clerk
5738-51-4

Lettres Patentes par Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 1 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, 3 Geo. VI, ch. 64, il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de constituer en corporation municipale de village, par lettres patentes, tout territoire où est établi un village minier sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des mines de Québec, et d'y adjoindre tout territoire adjacent qu'il juge nécessaire pour la bonne administration de ce village et de ce territoire.

ATTENDU qu'un village minier connu sous le nom de "Cadillac" a été établi sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des mines de Québec par l'arrêté ministériel numéro 56, du 13 janvier 1938, approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 6 février 1939.

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en municipalité de village minier le territoire décrit dans la description officielle signée par le sous-ministre des Terres et Forêts en date du 30 septembre 1939, ledit territoire étant formé du village minier de Cadillac tel que déjà érigé sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des mines de Québec ainsi que d'un certain territoire adjacent nécessaire pour la bonne administration du village nouveau.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 17 octobre 1940, et conformément aux dispositions de l'article 1 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, 3 Geo. VI, ch. 64, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Cadillac dans le comté d'Abitibi, se composant des blocs 11 à 24, 28 à 32, 37, 46 à 54, 58 à 63, tous inclusivement du dit canton de Cadillac et dont le périmètre se décrit comme suit, à savoir: partant d'un point, sur la ligne séparative des cantons de Cadillac et de Bousquet, au sommet de l'angle nord-ouest du bloc 22; de là, passant successivement par les lignes suivantes: les limites nord des

Letters Patent by Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come,

GREETING:

LETTERS PATENT

WHEREAS under the provisions of article 1 of the Act concerning the municipal organization of mining villages, 3 Geo. VI, ch. 64, the Lieutenant-Governor in Council may constitute as a village municipal corporation, by letters patent, any territory wherein a mining village is established under the authority of sections 31c and 31d of the Quebec Mining Act, and annex thereto to any adjacent territory he may deem necessary for the proper administration of such village and of such territory.

WHEREAS a mining village known under the name of "Cadillac" has been established under the authority of sections 31c and 31d of the Quebec Mining Act by Order in Council Number 56, of the 13th January, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 6th February, 1939.

WHEREAS it is expedient to constitute as a mining village municipality the territory described in the official description signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, bearing date the 30th of September, 1939, the said territory being composed of the mining village of Cadillac as already erected under the authority of sections 31c and 31d of the Quebec Mining Act, as well as a certain adjacent territory necessary for the proper administration of the new village.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 17th October, 1940, and pursuant to the provisions of article 1 of the Act concerning the municipal organization of mining villages, 3 Geo. VI, ch. 64, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Township of Cadillac in the County of Abitibi, being composed of Blocks 11 to 24, 28 to 32, 37, 46 to 54, 58 to 63, all inclusively of the said Township of Cadillac and whereof the perimeter is described as follows, namely: starting at a point, on the division line of the Townships of Cadillac and Bousquet, at the summit of the North-West corner of block 22; thence, passing successively by the following

blocs 22 et 23, les limites nord et est du bloc 24, les limites nord des blocs 11, 13, 15, 17, 19, la limite est du bloc 37, la limite nord du bloc 60 depuis le bloc 37 en allant vers l'est, la limite nord du bloc 61, les limites nord et est du bloc 54, les limites nord des blocs 49, 52, les limites nord et est du bloc 63—la dernière suivant la ligne centrale du canton de Cadillac—les limites sud des blocs 53, 50, les limites sud et ouest du bloc 51, la limite sud du bloc 47, la limite sud du bloc 59 depuis le bloc 47 jusqu'à la limite est du bloc 58, la limite est du bloc 58 depuis la dernière limite décrite en allant vers le sud, les limites sud et ouest du bloc 58, la limite ouest du bloc 59, les limites sud des blocs 14, 12, 30, 31, 32 depuis le bloc 59 jusqu'à la ligne séparative des cantons de Cadillac et de Bousquet, et suivant cette dite ligne séparative des cantons de Cadillac et de Bousquet, les limites ouest des blocs 32, 21, 22 jusqu'au point de départ; le dit territoire sera érigé en municipalité de village minier sous le nom de "municipalité du village minier de Cadillac", telle érection devant avoir effet à compter de la date de la publication des présentes lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le Sous-Secrétaire de la Province.

5669-o

JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province of
Québec.

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront,

SALUT:

LETTRES PATENTES

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 1 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, 3 Geo. VI, ch. 64, il est loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil de constituer en corporation municipale de village, par lettres patentes, tout territoire où est établi un village minier sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des mines de Québec, et d'y adjoindre tout territoire adjacent qu'il juge nécessaire pour la bonne administration de ce village et de ce territoire.

ATTENDU qu'un village minier connu sous le nom de Pascalis a été établi sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des Mines de

lines: the North limits of Blocks 22 and 23, the North and East limits of Block 24, the North limits of Blocks 11, 13, 15, 17, 19, the East limit of Block 37, the North limit of Block 60 from Block 37 running eastward, the North limit of Block 61, the North and East limits of Block 54, the North limits of Blocks 49, 52, the North and East limits of Block 63—the latter following the centre line of the Township of Cadillac—the South limits of Blocks 53, 50, the South and West limits of Block 51, the South limit of Block 47, the South limit of Block 59 from Block 47 to the East limit of Block 58, the East limit of Block 58 from the lastly described limit running Southward, the South and West limits of Block 58, the West limit of Block 59, the South limits of Blocks 14, 12, 30, 31, 32 from Block 59 to the division line of the Townships of Cadillac and Bousquet, and following this said division line of the Townships of Cadillac and Bousquet, the West limits of Blocks 32, 21, 22 to the starting point; the said territory to be erected into a mining village municipality under the name of the "Mining Village Municipality of Cadillac", such erection to have effect on and from the date of the publication of the present letters patent in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this Ninth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

5670

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come,

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS, in virtue of the provisions of article 1 of the Act respecting the municipal organization of mining villages, 3 Geo. VI, ch. 64, the Lieutenant Governor in Council may constitute as a village municipal corporation by letters patent, any territory wherein a mining village is established under the authority of sections 31c and 31d of the Quebec Mining Act, and annex thereto any adjacent territory he may deem necessary for the proper administration of such village and of such territory.

WHEREAS a mining village known under the name of "Pascalis" has been established under the authority of sections 31c and 31d of the Que.

Québec par l'arrêté ministériel numéro 1061, du 30 juin 1938, approuvé par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 juillet 1938.

ATTENDU qu'il est opportun de constituer en municipalité de village minier le territoire décrit dans la description officielle signée par le sous-ministre des Terres et Forêts en date du 30 septembre 1939, ledit territoire étant formé du village minier de Pascalis tel que déjà érigé sous l'autorité des articles 31c et 31d de la Loi des Mines de Québec ainsi que d'un certain territoire adjacent nécessaire pour la bonne administration du village nouveau.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 17 octobre 1940, et conformément aux dispositions de l'article 1 de la Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers, 3 Geo. VI, ch. 64, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant dans le canton de Pascalis les lots 8, 9, 10 du 2^{ème} rang, les lots 4 à 10 inclusivement du 1^{er} rang et les blocs 1 à 19 inclusivement; dans le canton de Louvicourt les blocs 1 à 5, 9 à 14, tous inclusivement et dont le périmètre se décrit comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne extérieure nord du canton de Louvicourt avec la ligne séparative des cantons de Pascalis et de Senneville; de là, passant successivement par les lignes suivantes: dans le canton de Pascalis, la dite ligne séparative des cantons de Pascalis et de Senneville jusqu'à la ligne séparative des 1^{er} et 2^{ème} rangs, cette dernière ligne jusqu'à la ligne latérale est du lot 10 du 2^{ème} rang, cette dite ligne latérale est et la ligne latérale est du lot 10 du 1^{er} rang, la ligne séparative des cantons de Pascalis et de Louvicourt jusqu'à la limite est du bloc 14 du canton de Louvicourt; dans le canton de Louvicourt la limite est du bloc 14, les limites est et sud du bloc 13; de là, contournant par le sud et l'ouest le bloc 12 jusqu'au coin sud-ouest du bloc 5 et continuant le long de la limite ouest du dit bloc 5 jusqu'au point de départ; le dit territoire sera érigé en municipalité de village minier sous le nom de "municipalité du village minier de Pascalis", telle érection devant avoir effet à compter de la date de la publication des présentes lettres patentes dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,
Le Sous-Secrétaire de la Province.

5671-o

JEAN BRUCHÉSI.

Quebec Mining Act, by Order in Council number 1061, of June 30th, 1938, approved by the Lieutenant Governor in Council on July 2nd, 1938.

WHEREAS it is expedient to constitute as a mining village municipality the territory described in the official description signed by the Deputy Minister of Lands and Forests, dated September 30th, 1939, said territory being composed of the mining village of Pascalis as already erected under authority of sections 31c and 31d of the Quebec Mining Act, as well as a certain adjacent territory necessary for the proper administration of the new village.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 17th, 1940, and pursuant to the provisions of article 1 of the Act respecting the municipal organization of mining villages, 3 Geo. VI, ch. 64, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising, in the Township of Pascalis, lots 8, 9, 10 of the 2nd Range, lots 4 to 10 inclusively of the 1st Range, and blocks 1 to 19 inclusively; in the Township of Louvicourt, blocks 1 to 5, 9 to 14, all inclusively, and the perimeter whereof is described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the outside northern line of the Township of Louvicourt with the divisional line of the Townships of Pascalis and Senneville; thence passing successively by the following lines: in the Township of Pascalis, the said divisional line of the Townships of Pascalis and of Senneville, as far as the divisional line of the 1st and 2nd ranges, said latter line as far as the lateral eastern line of lot No. 10 of the 2nd Range, said lateral eastern line and the lateral eastern line of lot 10, 1st Range, the divisional line of Townships of Pascalis and Louvicourt to the eastern limit of block 14 of the Township of Louvicourt; in the Township of Louvicourt, the eastern limit of block 14, the eastern and southern limits of block 13; thence, surrounding on south and west block 12 as far as the southwest corner of block 5, and continuing along the western limit of said block 5 to the starting point; the said territory shall be erected into a mining village municipality, under the name of "Municipality of the Mining Village of Pascalis", said erection to come into force from and after the date of the publication of the present letters patent in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

5672

Lettres Patentes

Letters Patent

**"Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—
Verdun Red Devils Club Inc."**

**"Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—
Verdun Red Devils Club Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1940, constituant en corporation: Albert Bourgie et Jacques Bourgie, directeurs de funérailles, 450, Côte St-Antoine, Edouard Dion, gérant, 4383 rue Boyer, Jules Trudeau, imprimeur, 1935 rue Papineau, et Irénée Benoit, rentier, 1120 rue Bernard, tous cinq de la cité de Montréal, Eugène-Lorenzo Gauthier, agent, 5504 Avenue Verdun, Joseph-Philorum Laberge, marchand de tabac, 5065 Boulevard Lasalle, Dr Adrien-Dalvini Archambault, médecin, 4946 rue Wellington, Aldéric Roussin, agent, 4727 Boulevard, Lasalle, Omer Barré, distributeur d'automobiles, 5989 Avenue Verdun, Jean-Charles Brosseau, surintendant, 725 rue Beatty, Wilfrid Pagé, distributeur d'automobiles, 3824 Boulevard Lasalle, Lucien-Donat Viau, comptable agréé, 4643 Avenue Verdun, Léo Guimond, marchand tailleur, 88 rue Rielle, Arthur Therrien, 62 Avenue de l'église, Armand Dupuis, 742 Riverview, Wilfrid Berlinguette, 146 Boulevard Desmarchais, tous trois gérants, Théodore Lamy, agent d'assurances, 5011 Avenue Verdun, et Dr Walter Charland, médecin, 425 rue Beatty, ces quatorze derniers de la cité de Verdun et tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-eighth day of November, 1940, incorporating: Albert Bourgie and Jacques Bourgie, funeral directors, 450 Côte St-Antoine, Edouard Dion, manager, 4383 Boyer street, Jules Trudeau, printer, 1935 Papineau street, and Irénée Benoit, annuitant, 1120 Bernard street, all five of the city of Montreal, Eugène Lorenzo Gauthier, agent, 5504 Verdun avenue, Joseph Philorum Laberge, tobacco merchant, 5065 Boulevard Lasalle, Dr. Adrien Dalvini Archambault, physician, 4946 Wellington street, Aldéric Roussin, agent, 4727 Boulevard Lasalle, Omer Barré, automobile distributor, 5989 Verdun avenue, Jean Charles Brosseau, superintendent, 725 Beatty street, Wilfrid Pagé, automobile distributor, 3824 Boulevard Lasalle, Lucien Donat Viau, chartered accountant, 4643 Verdun avenue, Léo Guimond, merchant tailor, 88 Rielle street, Arthur Therrien, 62 l'Eglise avenue, Armand Dupuis, 742 Riverview, Wilfrid Berlinguette, 146 Boulevard Desmarchais, all three managers, Théodore Lamy, insurance agent, 5011 Verdun avenue, and Dr. Walter Charland, physician, 425 Beatty street, these last fourteen of the City of Verdun and all of the district of Montreal, for the following purposes:

Encourager l'esprit sportif honnête dans tous les domaines du sport amateur et professionnel par le développement de la culture physique, par des exercices tels que la chasse, la pêche, le canotage, des jeux de golf, de tennis, de boules, de quilles, des exercices en patins, en skis, en traînes, traîneaux et tous les autres divertissements ou exercices de nature à développer la culture physique;

To encourage an honest sporting spirit in all spheres of amateur and professional sport, by the development of physical culture, by exercises such as hunting, fishing, canoeing, games of golf, tennis, ball, bowling, exercises on skates, skis, bob-sleighs, toboggans and all other amusements or exercises capable of developing physical culture;

Promouvoir les jeux de hockey, golf, tennis, quilles, la crosse, de balle au camp, de ballon et autres jeux athlétiques et passe-temps;

To promote games of hockey, golf, tennis, bowling, lacrosse, base-ball, football and other athletic games and pastimes;

Tenir et agencer des tournois et autres concours des jeux de hockey, la crosse, de lutte, boxe et autres, et offrir et donner, ou contribuer à l'octroi de prix, récompenses et distinctions;

To hold and organize tournaments and other competitions of games of hockey, lacrosse, wrestling, boxing and the like, and to offer and give, or contribute to the granting of prizes, rewards and distinctions;

Conclure, organiser, promouvoir, conduire, administrer et surveiller des parties et des concours de hockey et autres sports et les donner en spectacle au public dans des édifices ou en plein air, et engager, employer, vendre, louer, échanger, acheter ou autrement acquérir, entraîner, équiper, administrer, surveiller, contrôler et congédier les joueurs, acteurs et autres y prenant part ou dont les services y sont nécessaires ou désirables; et développer, encourager et améliorer le jeu de hockey canadien l'hiver et autres sports athlétiques et divertissements;

To arrange, organize, promote, conduct, manage and supervise games and competitions of hockey and other sports and hold them for public entertainment indoors or in the open air, and to hire, employ, sell, lease, exchange, purchase or otherwise acquire, train, equip, manage, supervise, control and dismiss the players, actors and others taking part in the same or whose services are necessary or desirable therefor; and to develop, encourage and improve Canadian Winter hockey and other athletic sports and amusements;

Exercer, conduire, tenir, équiper, louer, opérer et promouvoir toutes réunions, exhibitions, représentations théâtrales, conférences, assemblées publiques, exhibitions de boxe, de lutte et autres sports de tous genres et procurer ces représentations et amusements au public généralement comme il sera jugé à propos;

To carry on, conduct, hold, equip, lease, operate and promote any meetings, exhibitions, theatrical representations, lectures, public meetings, exhibitions of boxing, wrestling and other sports of all kinds and to present such representations and amusements to the public in general as may be deemed advisable;

Exercer le commerce de restaurant, café, salle de rafraîchissements et auberges, marchand de tabacs, importateurs et manufacturiers d'eaux

To operate restaurants, cafés, refreshment rooms and inns, and to carry on business as tobacco merchants, importers and manufacturers

gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages à l'exclusion toutefois de toute boisson tel que vin, bière et spiritueux. Construire, ériger et exploiter des hôtels, appartements et maison d'habitation, résidences, maison de pension, buanderies et lieux d'amusement;

Il est entendu que les pouvoirs accordés par les présentes lettres patentes n'autorisent pas la compagnie à obtenir, de la Commission des liqueurs de Québec, des permis pour la vente des boissons;

D'engager toute personne aux fins de donner des exhibitions athlétiques, musicales ou théâtrales, et de charger un prix d'admission au public;

Exercer l'industrie de contracteurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés; à cet effet entreprendre pour le compte des compagnies, corps publics ou d'individus, la construction, l'aménagement, la réparation et l'amélioration d'édifices publics ou privés, chemins, routes, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, aqueducs, tunnels; soumissionner pour obtenir les contrats; donner les garanties exigés en pareil cas et faire les dépôts nécessaires à ces fins; entreprendre tous travaux de démolition;

Agir comme agents d'immeubles ou courtiers en assurances, pourvu qu'on aura obtenu, au préalable, l'autorisation du surintendant des assurances;

Il est entendu que les pouvoirs accordés par la présente charte ne pourront pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Acheter, louer, exploiter des salles de spectacle, cinéma, théâtre, télévision ou donner de telles représentations dans des salles ou à l'extérieur, sous le nom de "Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—Verdun Red Devils Club Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,

5717-o

Assistant-procureur général.

"General Test Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1940, constituant en corporation: Napoléon Jobin, négociant, J.-Arthur Robitaille, boulanger, et J.-Dollard Thérien, électricien, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer tout commerce de fournitures, d'appareils nécessaires à la distribution du gaz et de l'électricité, de machineries, d'objets industriels et domestiques consommant du gaz et de l'électricité;

Installer, réparer, remplacer tout appareil en usage dans l'industrie du gaz et de l'électricité;

Lire, vérifier, inspecter, pour le compte des compagnies, des consommateurs, ou de tout corps public, tout compteur pour le gaz et l'électricité; inspecter toute installation, toute machine et agir comme instructeur des tarifs, règlements, et de l'usage en général du gaz et de l'élec-

of aerated, mineral and artificial waters and other beverages with the exclusion however, of all drinks such as wine, beer and spirits. To construct, erect and operate hotels, apartments and dwelling houses, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

It is understood that the powers granted by the present letters patent do not authorize the company to secure, from the Quebec Liquor Commission, a license for the sale of liquor;

To hire any one for the purpose of giving athletic, musical or theatrical exhibitions, and to charge an admission fee to the public;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works; and for such purpose to undertake for companies, public or private bodies, the construction, equipment, repairing and improving of public or private buildings, roads, highways, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, aqueducts, tunnels; to tender for contracts; to give the security required in such case and make the necessary deposits for such purposes; to undertake all works of demolition;

To act as real estate agents or insurance brokers, provided that authorization be previously obtained from the Superintendent of Insurance;

It is understood that the powers granted by the present charter shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill combined;

To purchase, lease, operate theatres, cinemas, playhouses, television halls or give such representations in halls or outdoors, under the name of "Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—Verdun Red Devils Club Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Verdun, in the district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,

5718

Deputy Attorney General.

"General Test Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, S.R.Q., 1925, bearing date the twenty eighth day of November, 1940, incorporating: Napoléon Jobin, merchant, J. Arthur Robitaille, baker, and J. Dollard Thérien, electrician, all three of the City of Quebec, for the following purposes:

To deal in supplies and in apparatus required for the distribution of gas and electricity, machinery, industrial and domestic objects consuming gas and electricity;

To install, repair, replace any apparatus used in the gas and electricity business;

To read, verify, inspect, for companies, consumers, or any public body, any gas or electricity meter; to inspect any installation, any machinery and act as instructor of tariffs, regulations and general use of gas and electricity, to carry on generally any operations and experiments requi-

tricité, faire en général, toutes les opérations et expériences nécessaires aux fins de vérifier et contrôler tous les appareils de mesuréments pour consommation du gaz et de l'électricité et de tous les accessoires qui peuvent les influencer;

Promouvoir toute invention, acquérir toute patente, lancer dans le commerce tout appareil destiné à remplacer, modifier, restreindre ou répandre l'usage industriel ou domestique du gaz et de l'électricité;

Acquérir, louer, posséder, échanger, aliéner des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations, sous le nom de "General Test Co. Ltd.", avec un capital total de trois mille dollars (\$3,000), divisé en trois mille (3000) actions d'un dollar (\$1.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,

5719-o Assistant-procureur général.

red for the purpose of verifying and controlling all measurement apparatus for the consumption of gas and electricity and any accessories capable of affecting the same;

To promote any invention, acquire any patent, introduce into business any apparatus intended to replace, alter, restrict or spread the industrial or domestic use of gas and electricity;

To acquire, lease, own, exchange, alienate any mechanical apparatus, patents of invention or the right to use such apparatus or patented inventions for the purposes hereinabove mentioned;

To build, maintain and operate upon its properties or upon the properties it may control, any waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and sheds required or useful for its operations, under the name of "General Test Co. Ltd.", with a total capital stock of three thousand dollars (\$3,000.), divided into three thousand (3000) shares of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be in the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty eighth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,

5720 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 197027. Dame Blanche Yvonne Babineau, épouse en communauté de biens avec Hervé Barlow, opticien, de la cité et du District de Montréal, demanderesse; vs Hervé Barlow, résidant à 3843 Avenue Melrose, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens été instituée en cette cause le 17ème jour de décembre 1940.

Montréal, le 17 décembre 1940.

Les procureurs de la demanderesse,

CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU, 5691-o

Canada, Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure. No 17,410. Dame Alphonsine Gilbert, épouse commune en biens de Olivier Lessard de Saint-Joseph de Beauce, demanderesse; vs Olivier Lessard, résidant à Saint-Joseph de Beauce, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 30ième jour de novembre 1940, contre le défendeur.

Saint-Joseph de Beauce, 12 décembre 1940.

Le procureur de la demanderesse,

5731-o ANTOINE LACOURCIERE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court. No. 197027. Dame Blanche Yvonne Babineau, wife common as to property of Hervé Barlow, optician, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Herve Barlow residing at 3843 Melrose Avenue, in the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 17th day of December, 1940.

Montreal, this 17th day of December, 1940.

CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU, 5692-o Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Beauce Superior Court. No. 17,410. Alphonsine Gilbert, wife common as to property of Olivier Lessard, domiciled in Saint Joseph, Beauce District, Plaintiff; vs Olivier Lessard, residing in Saint Joseph, Beauce District, Defendant.

An action in separation as to property was taken and duly signified November 30th 1940, against Defendant.

Saint-Joseph Beauce, December 12th, 1940.

5732-o ANTOINE LACOURCIERE, Attorney for the Plaintiff.

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 décembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 décembre 1940.

Concernant la prolongation du décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 10th 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 13th, 1940.

Concerning the extension of the decree relating to the fine glove industry in the Province of Quebec.

No 4340

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du dix décembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4 George VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 682, du 15 février 1940, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 17 février 1940, soit prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du premier janvier 1941, ou, si un nouveau décret est ratifié pour le remplacer avant l'expiration de cette période, jusqu'à la date de la mise en vigueur dudit décret.

Certifié,

A. MORISSET,

5659-o

Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 décembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 décembre 1940.

Concernant une nouvelle prolongation du décret relatif au métier de boulanger dans le district de Québec.

No 4339

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du dix décembre (1940), recommande:

D'accord avec les dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 3023 du 10 novembre 1937, et ses amendements, relatif au métier de boulanger dans le district de Québec, soit prolongé pour une nouvelle période d'un (1) mois, à partir premier janvier 1941.

Certifié,

A. MORISSET,

5661-o

Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 déc. 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 décembre 1940.

Concernant la révocation de l'arrêté ministériel No 678 du 25 avril, 1939, re: certains lots du rang III, du canton Landrienne, comté d'Abitibi.

No 4344

L'Honorable Ministre des Mines, dans un mémoire en date du 10 décembre, (1940), recommande que l'arrêté ministériel No 678 du 25 avril, 1939, soustrayant temporairement aux effets des dispositions de la loi des Mines les lots 52 à 55 et la demie sud des lots 56, 57 et 58 du rang III du canton de Landrienne, comté d'Abitibi, soit révoqué.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,

5679-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 décembre 1940 approuvé par le Lieutenant Gouverneur le 13 décembre 1940.

Concernant la révocation de l'arrêté ministériel No 1226 du 30 juin, 1939, re: certains lots dans le canton de Barraute, comté d'Abitibi.

No. 4340

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 10th (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38),

That Decree number 682 of the 15th of February 1940, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, published in the *Quebec Official Gazette* of the 17th of February 1940, be extended for a period of three (3) months from the 1st of January 1941, or, if a new decree is ratified to replace it prior to the expiration of this period, until the coming into force of the said decree.

Certified,

A. MORISSET,

5660-o

Clerk of the Executive Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 10th 1940, approved by the Lieutenant-Governor on December 13th, 1940.

Concerning a new extension of the decree relating to the baker trade in Quebec District.

No. 4339

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated December 10th (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38),

That Decree number 3023 of the 10th of November 1937 and its amendments, relating to the baker trade in Quebec District, be extended for a new period of one (1) month, from January 1st, 1941.

Certified,

A. MORISSET,

5662-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated December 10th, 1940, approved by the Lieutenant Governor on December 13th, 1940.

Respecting the repealing of Order in Council No. 678 of April 25th, 1939, re: certain lots of Range III, of the Township of Landrienne, County of Abitibi.

No. 4344

The Honourable the Minister of Mines, in a memorandum dated the 10th of December (1940) recommends that Order in Council No. 678 of April 25th, 1939, withdrawing temporarily from the effects of the provisions of the Mining Act lots 52 to 55, and the south half of lots 56, 57 and 58 of Range III of the Township of Landrienne, County of Abitibi, be repealed.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,

5680

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated December 10th, 1940, approved by the Lieutenant Governor on the 13th of December 1940.

Respecting the repealing of Order in Council No. 1226 of June 30th, 1939, re: certain lots in the Township of Barraute, County of Abitibi.

No. 4343

L'Honorable Ministre des Mines, dans un mémoire en date du 10 décembre, (1940), recommande que l'arrêté ministériel No 1226 du 30 juin, 1939, soustrayant aux effets des dispositions de la loi des Mines, les lots 4, 5, 6, 7 et 9, du rang III, le lot 3, la demie Sud des lots 4, 5, 6, 7 et 10, et la demie nord du lot 5, dans le rang IV du canton Barraute, comté d'Abitibi, soit révoqué.

Certifié,
(Signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

5681-o

No. 4343

The Honourable the Minister of Mines, in a memorandum dated the 10th of December (1940) recommends that Order in Council No. 1226, of June 30th, 1939, withdrawing from the effects of the provisions of the Mining Act, lots 4, 5, 6, 7 and 9 of Range III, lot 3, the south half of lots 4, 5, 6, 7 and 10, and the north half of lot 5, in Range IV, of the Township of Barraute, County of Abitibi, be repealed.

Certified,
(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5682

Assurances

Insurances

AVIS RELATIF A LA LOI DES ASSURANCES DE QUEBEC

NOTICE PURSUANT TO THE QUEBEC INSURANCE ACT

Les soussignés donnent par les présentes avis de leur intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour constituer en corporation une compagnie d'assurance en vertu des dispositions de la Loi des assurances de Québec (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 243 et ses amendements).

The undersigned hereby give notice of their intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of an Insurance Company under the provisions of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 243 and amendments).

1. Le nom social de la compagnie projetée sera le suivant: "General Security Insurance Company of Canada", et en français: "La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada".

1. The firm name of the proposed company to be the following: "General Security Insurance Company of Canada", and in French: "La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada".

2. Les noms, adresses, domicile et profession des requérants sont les suivants:

2. The names, addresses, domicile and profession of the petitioners are as follows:

Hon. Elie Beauregard, de la cité de Montréal, en la province de Québec, Sénateur, avocat, et Conseil en loi du Roi.

Hon. Elie Beauregard, of the City of Montreal in the Province of Quebec, Senator, advocate, and King's Counsel.

Hon. Gordon W. Scott, de la cité de Montréal, en la province de Québec, Membre du Conseil législatif de la province de Québec.

Hon. Gordon W. Scott, of the City of Montreal in the Province of Quebec, member of the Legislative Council of the Province of Quebec.

Armand Daigle, des cité et district de Montréal, manufacturier.

Armand Daigle, of the City and District of Montreal, manufacturer.

John K. Leonard, de la cité de Québec, en la province de Québec, gérant d'assurances.

John K. Leonard, of the City of Québec in the Province of Quebec, insurance manager.

Anselme Samoisette, de la cité de Montréal, en la province de Québec, gérant d'assurances.

Anselme Samoisette, of the City of Montreal in the Province of Quebec, insurance manager.

3. Le genre d'assurance que la compagnie se propose de transiger, est le suivant:

3. The type of insurance which the company proposes to transact, is as follows:

Toutes classes d'assurances ou de réassurances permises par les lois de la province de Québec et entre autres les groupes suivants d'assurances ou de réassurances: assurance contre le feu, accidents, automobiles, d'aviation, de sécurité, contre le vol avec effraction, de crédit, tremblement de terre, explosion, accidents d'aviation, contre le faux, de garantie, contre la grêle, contre les périls de la navigation intérieure ou océanique et du transport intérieur, contre dommages aux animaux, machineries, maritimes, propriété personnelle, sur les glaces, sur les propriétés, contre la maladie, contre la rupture des arrosoirs automatiques, chaudières à vapeur, tornades, température, assurances contre les pertes ou dommages causés à la propriété par des véhicules, et contre tous autres risques de même nature, sauf l'assurance sur la vie.

All classes of insurance or re-insurance permitted by the laws of the Province of Quebec and amongst others the following groups of insurance: fire insurance; accident insurance, automobile insurance, aviation insurance, bond insurance, burglary insurance, credit insurance, earthquake insurance, explosion insurance, falling aircraft insurance, forgery insurance, guarantee insurance, hail insurance, inland marine insurance, inland transportation insurance, live stock insurance, machinery insurance, marine insurance, personal property insurance, plate glass insurance, property insurance, sickness insurance, sprinkler leakage insurance, steam boiler insurance, tornado insurance, weather insurance, insurance against loss of or damage to property caused by vehicles, and against all other risks of the same nature, save life insurance.

4. L'endroit, dans les limites de la province de Québec, où la compagnie aura son principal bureau d'affaires, est en la cité de Montréal.

4. The place within the limits of the Province of Quebec where the company will have its head office is in the City of Montreal.

5. Le montant du fonds social de la compagnie sera de deux millions de dollars (\$2,000,000), divisé en vingt mille actions (20,000) de cent dollars (\$100) chacune.

5. The amount of the capital stock of the company will be two million dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand shares (20,000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Et nous avons signé, à Montréal, ce vingt-sixième jour de novembre, 1940, excepté John K. Leonard, qui a signé à Québec, le vingt-sept novembre 1940.

Témoins:

A. J. CAMPBELL
A. J. CAMPBELL
A. J. CAMPBELL
A. F. MUTH
A. J. CAMPBELL
5359-48-4

ELIE BEAUREGARD
ARMAND DAIGLE
GORDON W. SCOTT
JOHN K. LEONARD
ANSELME SAMOISSETTE.

And we have signed at Montreal, this twenty-sixth day of November, 1940, except John K. Leonard who has signed in Quebec on the 27th day of November, 1940.

Witnesses:

A. J. CAMPBELL
A. J. CAMPBELL
A. J. CAMPBELL
A. F. MUTH
A. J. CAMPBELL
5360-48-4-o

ELIE BEAUREGARD
ARMAND DAIGLE
GORDON W. SCOTT
JOHN K. LEONARD
ANSELME SAMOISSETTE.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'EN-REGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Victor de Tring", dans le comté de Beauce, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hazardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q. 1925), ce septième jour de décembre, 1940.

Service des Assurances, Département du Trésor, Québec, P.Q.

L'Assistant-Surintendant des Assurances,

J.-A. PARADIS,

5569-50-2-o Pour le Trésorier de la Province.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Victor de Tring", in the county of Beauce has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R.S.Q. 1925), this seventh day of December 1940.

Insurance Branch, Treasurer Department, Quebec, P. Q.

J.-A. PARADIS,

Assistant-Superintendent of Insurance,

5570-50-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "L'Union des Employés de l'Atelier Municipal de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 3 décembre 1940.

Le siège social de l'Union sera en la cité de Québec.

Le Sous-Secrétaire de la Province,

5645-o

JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Avis public est donné que, conformément aux dispositions de la Loi abolissant les rentes seigneuriales, 25-26 Geo. V, Chap. 82 amendée par 4 Geo. VI Chap. 25 et du règlement No. 4, publié dans la Gazette Officielle de Québec, du 2 novembre 1935, un terrier des lots affectés au paiement des rentes constituées a été préparé par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale ci-dessous mentionnée et qu'il est actuellement déposé au bureau de cette corporation. Ce terrier restera ouvert à l'examen des intéressés durant les 60 jours de son dépôt et il sera pris en considération par le conseil municipal à la date et séance ci-dessous mentionnées.

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de l'Atelier Municipal de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under date of the 3rd of December, 1940.

The principal place of business of the Union will be in the City of Québec.

JEAN BRUCHÉSI,

5646

Under Secretary of the Province.

NOTICE

Public notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Seigniorial Rent Abolition Act, 25-26 Geo. V, Chap. 82 amended by 4 Geo. VI, Chap. 25 and By-law No. 4 published in the Quebec Official Gazette, of the 2nd November, 1935, a terrier of the lots affected for constituted rents has been prepared by the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation hereinbelow mentioned and that it has already been deposited in the office of the said corporation. The said terrier shall remain open for inspection of those interested, during the sixty days, following its deposit and will be taken into consideration by the municipal council on the date and at the meeting hereinbelow mentioned.

Les personnes qui désireront porter plainte contre le dit terrier pourront déposer leur plainte au bureau de la corporation municipale intéressée le ou avant la date ci-dessous indiquée ou porter verbalement leur plainte devant le conseil intéressé lors de la séance.

Corporation municipale: Ste-Louise, comté de l'Islet, secrétaire-trésorier: Jos.-Ls. Gagnon, Ste-Louise, date de la séance: 3 février 1941.

Québec, le 16 décembre 1940.

Le Secrétaire-Trésorier du Bureau du
Rachat des Rentes Seigneuriales,
5657-o J. R. FOREST.

Province de Québec

CORPORATION SCOLAIRE DE ROYAL-ROUSSILLON

AVIS AUX CREANCIERS

Avis est par les présentes donné, en vertu de la règle de pratique No 3 de la Commission municipale de Québec, que la corporation scolaire de Royal-Roussillon, comté d'Abitibi, soumettra, conformément aux dispositions du paragraphe "B" de l'article 44 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à ses créanciers obligataires, un plan de réorganisation financière, lors d'une assemblée devant avoir lieu à la chambre No 223 au Département des Affaires municipales, Edifice E, au Parlement, à Québec, mercredi le 22 janvier 1941 à 11.00 hrs. A.M. (heure avancée).

Les créanciers intéressés sont invités à être présents à la dite assemblée afin de déclarer leur opposition, s'il y a lieu, au plan à être soumis.

Le créancier présent, pour avoir le droit de voter lors de cette assemblée, devra produire le titre de sa créance ou un certificat de dépôt de tel titre signé par une banque, une compagnie de fiducie ou un notaire.

Le certificat de dépôt et la procuration doivent être conformes à la formule 2 de la règle de pratique No 3 de la Commission municipale de Québec.

Les intéressés pourront obtenir une copie du plan de réorganisation financière à être soumis ainsi que des exemplaires du certificat de dépôt et de la procuration, sur demande adressée au secrétaire de la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

Daté à Macamic, ce 17 décembre 1940.

La corporation scolaire de Royal-Roussillon,
Par: DONAT DUMONT,
5693-o Secrétaire-trésorier.

"QUEMARTIC MINES (QUEBEC) LIMITED".

Avis est, par les présentes, donné que le règlement No 5 a été décrété par les directeurs de la compagnie "Quemartic Mines (Quebec) Limited", en date du 27 novembre 1940, en vertu des dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la corporation entre ses actionnaires.

Montréal, le 17 décembre 1940.

5707 Le secrétaire,
R.-A. WHITELY.

Canada, Province de Québec

VILLE DE FARNHAM

Avis public est présentement donné par le conseil municipal de la Ville de Farnham, que dans

Anyone desiring to enter a complaint against the said terrier may enter his complaint in the office of the interested municipal corporation on or before the date hereinbelow indicated or make a verbal complaint before the interested council at the meeting.

Municipal Corporation: Ste. Louise, County of l'Islet, Secretary-Treasurer: Jos. Ls. Gagnon, Ste. Louise, date of the meeting: February 3rd, 1941.

Quebec, December 16th, 1940.

J. R. FOREST,
Secretary-Treasurer of the Board of
5658 Redemption of Seigniorial Rents.

Province of Quebec

SCHOOL CORPORATION OF ROYAL-ROUSSILLON

NOTICE TO CREDITORS

Notice is hereby given, under rule of practice number 3 of the Quebec Municipal Commission, that the School Corporation of Royal-Roussillon, county of Abitibi, shall submit in conformity with the provisions of paragraph "B" of article 44 of the Quebec Municipal Commission Act, to its bond holders, a plan of financial reorganization, at a meeting to be held at No. 223 of the Quebec Municipal Affairs, Building E, Parliament Buildings, at Quebec, on Wednesday, January 22nd, 1941, at 11.00 o'clock A.M. (Day-light Saving Time).

The interested creditors are invited to be present at the said meeting for the purpose of declaring their opposition, if any, to the plan to be submitted.

The creditor present, in order to have the right to vote at the said meeting must produce the title of his claim or a certificate of deposit of such title signed by a bank, a Trust Company or a Notary.

The certificate of deposit and the power of attorney must correspond with the Form 2 of the rule of practice number 3 of the Quebec Municipal Commission.

Interested parties may secure a copy of the plan of the financial reorganization to be submitted as well as copies of the certificate of deposit and power of attorney, upon request addressed to the Secretary of the Quebec Municipal Commission, Parliament Buildings, Quebec.

Dated at Macamic, this 17th of December, 1940.

The School Corporation of Royal-Roussillon,
Per: DONAT DUMONT,
5694-o Secretary-Treasurer.

QUEMARTIC MINES (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that By-law No. 5 was enacted by the Directors of Quemartic Mines (Quebec) Limited, on November 27th, 1940, under the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the corporation among its shareholders.

Montreal, December 17th, 1940.

5708 o R. A. WHITELY,
Secretary.

Canada, Province of Quebec,

TOWN OF FARNHAM

Public notice is hereby given by the Municipal Council of the Town of Farnham, that in the

le mois suivant la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il présentera, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, une requête à l'effet d'obtenir l'émission de lettres patentes, modifiant la charte de cette ville, en abrogeant les dispositions de la section 37 du statut 2 Geo. V (1912) ch. 67 qui spécifie un droit limité de taxer certains commerces, manufactures, établissements financiers, occupations, arts, professions, métiers ou moyens d'existence et ce, de façon à soumettre à ce sujet, la Ville de Farnham aux dispositions générales de la Loi des Cités et Villes.

Farnham ce 12 décembre 1940.

Le procureur du conseil municipal de
la Ville de Farnham,
5735-51-4-o ANATOLE GAUDET, C.R.

month following the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it will present to the Lieutenant-Governor in Council, a petition for the purpose of obtaining the issue of letters patent, amending the charter of the said Town, by revoking the provisions of Section 37 of the Statute 2 Geo. V (1912) ch. 67, which specifies a limited right to tax certain trades-manufactures, financial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a livelihood; and this, in such manner as to subject the Town of Farnham, in this regard, to the general provisions of the Cities' and Towns' Act.

Farnham, December 12, 1940.

ANATOLE GAUDET, K.C.,
Attorney for the Municipal Council of
5736-51-4 the Town of Farnham.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 2-H-40-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 17 décembre 1940, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. P.-N. April, président, Théo-J. Lafrenière, Jules Côté, Clarence Goodhue et J.-Peter Nadeau, commissaires, ce dernier agissant comme secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-Général des Produits Laitiers et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec, et les municipalités de Sillery et Ste-Foye.

3. Les marchands de lait pasteurisé, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, doivent payer à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$2.32½, F.A.B. Québec et à même cette somme verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec au *pro rata* des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règles avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Les marchands de lait cru, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs, faisant le commerce du lait cru, doivent payer directement à leurs fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, \$2.47 net F.A.B., la place d'affaires du marchand.

5. Le producteur-fournisseur aura la préférence de transporter le lait à la place d'affaires du marchand.

Lorsque le marchand de lait, la société coopérative ou le syndicat coopératif effectueront le

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 2-H-40-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Tuesday, December 17th, 1940, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. P. N. April, President, Théo. J. Lafrenière, Jules Côté, Clarence Goodhue and Peter Nadeau, Commissioners, the latter acting as secretary, Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy Products and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec and the municipalities of Sillery and Ste Foye.

3. All pasteurized-milk dealers, cooperative societies and cooperatives syndicates must pay to their producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which they receive from them, \$2.32½ F.O.B. Quebec, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the executive committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. All raw-milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates offering, selling or distributing raw milk must pay directly to their producer-suppliers, for each 100 pounds of milk which they receive from them \$2.47 net, F.O.B., business place of said dealer.

5. The producer-suppliers shall have the preference of hauling the milk on the business place of said dealer.

When the milk dealer, the cooperative society or the cooperative syndicate hauls milk from the

transport de la ferme du producteur à leur place d'affaires, ils ne pourront exiger pour ce transport un prix plus élevé que huit sous le cent livres de lait pour une distance inférieure à trois milles; quinze sous les cent livres de lait pour toute distance de trois à six milles; et pas plus de vingt sous les cent livres de lait pour toute distance de plus de six milles. Toutefois, si le producteur-fournisseur demeure sur la route que doit naturellement suivre le marchand de lait pour aller faire sa distribution, ce dernier ne pourra exiger plus de quatre sous du cent livres.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, sept sous la chopine et douze sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et dix sous et trois quarts la pinte.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

9. Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-huit sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: six sous la chopine et dix sous et trois quarts la pinte.

10. Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à trente-deux sous le gallon.

11. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{4}$ de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec la dite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 2-H-40 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 novembre 1940, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 17 décembre 1940.

Signé: MM. P.-N. APRIL, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
JULES CÔTÉ,
CLARENCE GOODHUE,
J.-PETER NADEAU.

5741-o

RÉGIE DES SERVICES PUBLICS

Décret No 8-E

FUSION

Ottawa Light, Heat & Power Company Limited
et
Ottawa Electric Company.

Dans l'affaire de la requête de la compagnie "Ottawa Electric Company", ci-après appelée

farm of the producer-suppliers, to his business place, he shall not charge from this hauling a price greater than eight cents per hundred pounds of milk for any distance less than three miles; fifteen cents per hundred pounds of milk for any distance from three to six miles; and not more than twenty cents per hundred pounds of milk for any distance greater than six miles. However, if the producer-suppliers lives along the road followed by the milk dealer for the delivery of his milk, the latter shall not charge more than four cents per hundred pounds.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver, milk, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, seven cents a pint and twelve cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishments, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint and ten and three quarters cents a quart.

8. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to forty cents a gallon.

9. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty eight cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: six cents a pint and ten and three-quarters cents a quart.

10. The price of pasteurized milk offered, sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at thirty-two cents a gallon.

11. Pasteurizing plants doing business within the region of Quebec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, $\frac{1}{4}$ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 2-H-40 published in the *Quebec Official Gazette* dated November 2nd, 1940, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Québec, December 17th, 1940.

Signed: Messrs. P. N. APRIL, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
JULES CÔTÉ,
CLARENCE GOODHUE,
J. PETER NADEAU.

5742-o

PUBLIC SERVICE BOARD

Order No. 8-E

FUSION

Ottawa Light, Heat & Power Company Limited
and
Ottawa Electric Company

IN RE the Application of Ottawa Electric Company, hereinafter called the Applicant, for

la requérante, en vue d'autoriser la vente de tout son actif et son entreprise à la compagnie "Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited", ci-après appelée l'acquéreur.

ATTENDU que la requérante expose:—

1. Que tout son capital-actions ordinaire émis, consistant en 30,000 actions d'une valeur au pair de \$100, est détenu par l'acquéreur, excepté 8 actions détenues par les directeurs de la requérante;

2. Que toutes ses obligations en cours, consistant en \$4,669,479 (au 31 décembre 1939) d'obligations-or, sur hypothèque, générales et remboursables à 5%, dues le 1er octobre 1957, sont détenues par l'acquéreur;

3. Qu'elle a conclu un arrangement avec l'acquéreur par lequel elle cédera, transférera et transportera à l'acquéreur ses entreprises et son actif et tous ses droits, franchises et privilèges, de quelque nature qu'ils soient, et qu'elle abandonnera sa charte.

ATTENDU que l'opération visée est, en réalité, la fusion des établissements corporatifs de la requérante et de l'acquéreur en vue de constituer un seul corps politique et n'implique aucun changement réel dans le contrôle de ou dans les droits de propriété dans la compagnie "Ottawa Electric Company", simplifiera la structure du capital des parties aux présentes et a été approuvée par une loi du Parlement de la Puissance du Canada;

ATTENDU que la Régie estime que l'opération projetée résultera dans une addition au montant de l'actif fixé de l'acquéreur égale au surplus non distribué de la requérante, savoir: \$457,738, au 31 octobre 1940. De ce montant, approximativement \$30,000 sont attribuables à l'actif qui se trouve dans la Province de Québec, et dont la valeur est estimée à \$466,575 en comparaison de l'actif total dont la valeur est estimée à \$7,472,647;

ATTENDU que la Régie a considéré les représentations et déclarations faites par la requérante à l'acquéreur.

EN CONSÉQUENCE IL EST DECRETÉ:

A. Que la compagnie "Ottawa Electric Company" est par les présentes autorisée à vendre, céder, transférer et transporter à la compagnie "Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited," tous ses biens, mobiliers et immobiliers, et son actif tangible et intangible, qui se trouvent principalement dans et près de la cité de Hull, Province de Québec, ou qui sont attribuables aux opérations de la compagnie "Ottawa Electric Company" dans ladite Province, pour la somme de \$1 et autre considération bonne et valable, étant l'annulation des valeurs en cours de la compagnie "Ottawa Electric Company, détenue par la compagnie "Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited.

B. Une condition de la vente veut que l'acquéreur assume les obligations contractuelles antérieures de la clientèle de la requérante dans la Province de Québec.

C. L'autorisation accordée par les présentes est conforme aux dispositions de la Loi 25-26 George V, chapitre 24, et de la Loi 4, George VI, chapitre 11, et ne dispense pas la requérante de se conformer à toutes les autres lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux.

D. Rien de ce qui est contenu dans les présentes ne sera interprété comme étant un certificat de la part de cette Régie de la valeur de, ou du titre aux entreprises dont il est question dans les présentes.

authority to sell its entire assets and undertaking to Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited, hereinafter called the Purchaser.

WHEREAS the Applicant represents:—

1. Its entire issued capital stock, common, consisting of 30,000 shares of \$100.00 par value, is held by the Purchaser, except 8 shares held by the Applicant's directors;

2. Its entire outstanding bonds, consisting of \$4,669,479. (as at December 31st, 1939) 5% General and Refunding Mortgage Gold Bonds due October 1st, 1957, are held by the Purchaser;

3. It has reached an agreement with the Purchaser whereby it will assign, transfer and convey to the Purchaser its undertakings and assets and all its rights, franchises and privileges, of whatsoever nature, and surrender its charter.

WHEREAS the contemplated transaction is, in effect, the merging of the corporate structures of the Applicant and the Purchaser to form a single body politic and involves no real change in the control or ownership of the Ottawa Electric Company, will simplify the capital structure of the parties hereto and has been approved by Act of Parliament of the Dominion of Canada;

WHEREAS the Board estimates that the proposed operation will result in an addition to the fixed assets account of the Purchaser equal to the undistributed surplus of the Applicant, namely \$457,738.00, as at October 31st, 1940. Of this amount approximately \$30,000.00 is attributable to assets located in the Province of Quebec, estimated to be \$466,575.00 in comparison with total assets estimated at \$7,472,647.00;

Whereas the Board has given consideration to the representations and submissions made by the Applicant and the Purchaser.

NOW THEREFORE IT IS ORDERED:

A. Ottawa Electric Company is hereby authorized to sell, assign, transfer and convey to Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited all of its properties, moveable and immovable, and assets, tangible or intangible, located mainly in and near the City of Hull, in the Province of Quebec, or attributable to the operations of Ottawa Electric Company in the said Province, for a consideration of \$1.00 and other good and valuable consideration, being the cancellation of the outstanding securities of Ottawa Electric Company held by Ottawa Light, Heat & Power Company, Limited.

B. A condition of the sale shall be that the Purchaser shall assume the former customer contractual obligations of the Applicant in the Province of Quebec.

C. The authority granted herein is pursuant to the provisions of Act 25-26 George V, Chapter 24, and of Act 4, George VI, Chapter 11, and does not relieve the Applicant from complying with all other applicable Dominion, Provincial or Municipal laws and regulations.

D. Nothing herein contained shall be construed as a certificate on the part of this Board of the value of, or the title to the undertakings herein referred to.

E. A moins que l'autorisation donnée dans le présent décret n'entre en vigueur le ou avant le 31 janvier 1941, ce décret deviendra dans la suite nul et sans effet.

F. Si et lorsque les opérations prévues par le présent décret seront complétées, l'acquéreur en fera rapport à la Régie, en conséquence.

Montréal, le 11 décembre 1940.

Le président,
LUCIEN DUGAS.

Copie authentique,

Le secrétaire,
AHERN & MORIN.

5759

E. Unless the authorization given in the present Order has been given substantial effect on or before January 31st, 1941, this Order shall become thereafter null and void.

F. If and when the operations contemplated by the present Order are completed, the Purchaser shall report accordingly to the Board.

Montreal, December 11th, 1940.

LUCIEN DUGAS,
President.

True Copy.

AHERN & MORIN
Secretary.

5760-0

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1940 et présentés avant le 28 janvier 1941, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1941 et reçues avant le 22 janvier 1941, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1941.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1940, and introduced before the 28th January, 1941, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1941, and received before the 22nd January, 1941, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1941.

Québec, le 28 novembre 1940.

Quebec, 28th November, 1940.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5377-48-6-0

5378-48-6-0

Bureaux-chef

Chief-Offices

Avis est donné que "Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—Verdun Red Devils Club Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec, le trente novembre 1940 a établi son bureau principal à 4730 rue Wellington, Verdun.

Notice is given that "Club des Diables Rouges de Verdun Inc.—Verdun Red Devils Club Inc." incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec on the thirtieth of November 1940, has established its head office at 4730 Wellington St., Verdun.

Verdun, 16 décembre 1940.

Verdun, December 16th, 1940.

Le président,
ALBERT BOURGIE.

ALBERT BOURGIE,
President.

5695-0

5696-0

Avis est donné que la compagnie "General Test Co. Ltd" constituée en corporation par Lettres Patentes sous la Loi des Compagnies de Québec, en date du 3ème jour de décembre, 1940, et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec a établi son bureau au No 1305, rue St-Vallier, Québec.

Notice is hereby given that the General Test Co. Ltd. incorporated by Patent Letters, under the Quebec Companies' Act, on the third day of December, 1940, and having its head office in Quebec City, has established its office at No. 1305, St. Vallier street.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Donné à Québec, ce neuvième jour de décembre, 1940.

Quebec, this ninth day of December, 1940.

Le secrétaire-trésorier,
J.-D. THÉRIEN.

J. D. THÉRIEN,
Secretary-Treasurer.

5697-0

5698-0

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said

25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Compagnie de Biscuits Aetna Inc", constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour de mai 1939.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Kerhulu, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Librairie St-Jean Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Majestic Oil Burner Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et unième jour de juillet 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Merchants' Light, Heat & Power Company", constituée en corporation par une loi de la

Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie de Biscuits Aetna Inc.", incorporated by letters patent dated the eighth day of May, 1939.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Kerhulu, Limitée", incorporated by letters patent dated the fourteenth day of November, 1923.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty sixth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Librairie St-Jean Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty fifth day of May, 1920.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty ninth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Majestic Oil Burner Company, Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of July, 1938.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Merchants' Light, Heat & Power Company", incorporated by an Act of the Legislature of the Province of Quebec

Législature de la province de Québec (Chapitre 112, 9 Edouard VII) passé le 7 mai 1909.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The United Tire Stores Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de mai 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1940, la dite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de novembre 1940.

L. DÉSILETS,
5683-o Assistant-procureur général.

EARLACOUR GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Earlacour Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Toronto, ce treizième jour de décembre 1940.

5647 Le secrétaire,
A. K. ROBERTS.

"VICOUR (QUEBEC) MINES LIMITED"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Vicour (Quebec) Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Toronto, ce dix-septième jour de décembre 1940.

5721 Le secrétaire,
A. K. ROBERTS.

"WILDOR QUEBEC MINES LIMITED".

Avis est, par les présentes, donné que conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Wildor Quebec Mines Limited" a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Toronto, ce dix-septième jour de décembre 1940.

5723 Le secrétaire,
GEORGE T. MACKENZIE.

"QUEMARTIC MINES (QUEBEC) LIMITED"

AVIS

La compagnie "Quemartic Mines (Quebec) Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de l'article 25

(Chap. 112, 9 Edwards VII) passed 7th May, 1909.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The United Tire Stores Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of May, 1932.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1940.

L. DÉSILETS,
5684 Deputy Attorney General.

EARLACOUR GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act Earlacour Gold Mines Limited (No Personal Liability) intends to apply for leave to surrender its charter.

Dated at Toronto this 13th day of December 1940.

5648-o A. K. ROBERTS,
Secretary.

"VICOUR (QUEBEC) MINES LIMITED"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that in conformity with the Provisions of The Quebec Companies Act "Vicour (Quebec) Mines Limited" (No Personal Liability) intends to apply for leave to surrender its Charter.

Dated at Toronto this 17th day of December 1940.

5722-o A. K. ROBERTS,
Secretary.

"WILDOR QUEBEC MINES LIMITED".

Notice is hereby given that in conformity with the Provisions of The Quebec Companies Act Wildor Quebec Mines Limited intends to apply for leave to surrender its Charter.

Dated at Toronto this 17th day of December, 1940.

5724-o GEORGE T. MACKENZIE,
Secretary.

QUEMARTIC MINES (QUEBEC) LIMITED

NOTICE

Quemartic Mines (Quebec) Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies'

de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Montréal, le 17 décembre 1940.

5705 Le secrétaire,
R. A. WHITELEY.

AVIS

Hermar Investments Limited par ces présentes donne avis que, suivant la Loi des Compagnies de Québec, elle demandera la permission d'abandonner sa charte.

Daté à la Cité de Montréal ce dix-huitième jour de décembre mil neuf cent quarante.

5699-o Le secrétaire,
GEORGE C. MARLER.

"LINDY'S LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lindy's Limited" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil pour lui demander l'abandon de sa charte et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 21 novembre 1940.

5701 Le secrétaire,
W. M. BONYUN.

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "Ouareau Land Company Limited" a l'intention de demander immédiatement la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

5703 R. B. ROSS, fils.

Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, December 17, 1940.

5706-o R. A. WHITELEY,
Secretary.

NOTICE

Hermar Investments Limited hereby gives notice that it will make application under the Quebec Companies' Act for leave to surrender its Charter.

Dated at the City of Montreal this Eighteenth day of December Nineteen hundred and forty.

5700-o GEORGE C. MARLER,
Secretary.

LINDY'S LIMITED

Notice is hereby given that Lindy's Limited, a Company incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its Charter, and to fix a date from which the Company shall be dissolved.

Montreal, November 21, 1940.

5702-o W. M. BONYUN,
Secretary.

Public notice is hereby given that Ouareau Land Company Limited, intends to apply forthwith for the surrender of its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

5704-o R. B. ROSS, Jr.

Liquidation—Avis de

À l'Honorable Trésorier Provincial,

Aux membres de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Pois, Comté de Frontenac.

Avis est par les présentes donné que La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Pois, Comté de Frontenac, a décidé par résolution des membres adoptée à une assemblée tenue le 3 juin 1940 de liquider les affaires de la Compagnie;

Que la Compagnie cessera de faire de nouveaux contrats après la date des présentes;

Que la Compagnie propose la nomination de G. Stanley Sharpe, comptable, numéro 66 Wellington Nord, Sherbrooke, Que., comme liquidateur de la Compagnie, et cette nomination sera soumise à une assemblée de la Compagnie qui sera tenue le 20 janvier 1941 à deux heures de l'après-midi (solaire) en la salle publique de Notre-Dame des Bois, Que.

Daté ce 20^{ème} jour de Novembre 1940.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Bois,

Par: EUGÈNE P. VALANCE,
5593-50-2-o Secrétaire.

Winding up notices

To the Honourable the Provincial Treasurer,

To the members of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Pois", County of Frontenac.

Notice is hereby given that the company "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Pois, County of Frontenac, has decided by resolution of the members adopted at a meeting held the 3rd of June, 1940, to liquidate the affairs of the company;

That the company shall cease to enter into new contracts after the date of these presents;

That the company proposes the appointment of G. Stanley Sharpe, accountant, No. 66 Wellington North, Sherbrooke, Que., as liquidator for the company, and that the said appointment shall be submitted to a meeting of the company to be held on the 20th January, 1941, at two o'clock in the afternoon (Standard Time), in the public Hall of Notre-Dame des Bois, Que.

Dated this 20th day of November, 1940.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Notre-Dame des Bois,

Per: EUGÈNE P. VALANCE,
5594-50-2 Secretary.

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, ce 21 novembre 1940.

Quebec, November 21, 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Joseph-Médard Leduc, notaire, demeurant et pratiquant à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Ladislas-Charles Tassé, en son vivant de Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois, et du greffe du notaire Elie-L. Normandin, dont ledit Me Ladislas-Charles Tassé était cessionnaire.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Joseph Médard Leduc, Notary, residing and practising at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Notary Ladislas Charles Tassé, in his lifetime of Beauharnois, judicial district of Beauharnois, and of the records of Notary Elie L. Normandin, whereof the said Me. Ladislas Charles Tassé was assignee.

JEAN BRUCHESI,

JEAN BRUCHESI,

5301-47-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

5302-47-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce vingt et un novembre 1940.

Quebec, this twenty first November, 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Edouard Biron, notaire, demeurant à Westmount et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de monsieur Roger Biron, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Edouard Biron, Notary, residing in Westmount and practising in Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. Roger Biron, retiring Notary, who practised in Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

JEAN BRUCHESI,

5299-47-5-0 Sous-Secrétaire de la Province.

5300-47-5 Under Secretary of the Province.

Québec, ce trois décembre 1940.

Quebec, this 3rd December, 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Jean Durand, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Esprit, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Joseph Ferdinand Daniel, en son vivant notaire à Saint-Esprit, district judiciaire de Joliette.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean Durand, Notary, residing and practising at Saint-Esprit, County of Montcalm, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Joseph Ferdinand Daniel, in his lifetime Notary of St-Esprit, judicial district of Joliette.

JEAN BRUCHESI,

JEAN BRUCHESI,

5497-49-5-0 Sous-Secrétaire de la Province.

5498-49-5 Under Secretary of the Province.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes,

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la Province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.
5379-48-6-o

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

PROCLAMATION.

L. DÉSILETS, *Assistant-procureur général.* ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Ste-Angélique, comté de Papineau, le territoire ci-après décrit, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Plaisance, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Ste-Angélique, après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

À CES CAUSES du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 27 novembre 1940 et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de la Petite Nation, comprenant, en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Sainte-Angélique, les lots numéros 478 dans la Côte St-François, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375 dans la Côte du Front, 42, 43, 44 dans la Petite Presqu'Île et 37 dans la Grande Presqu'Île, dont les limites se décrivent comme suit, à savoir:—

Partant du sommet de l'angle nord-est du lot numéro 478; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne est et la partie de la ligne sud du lot numéro 478 le séparant du lot numéro 368, la ligne séparative des lots numéros 368 et 369, une ligne droite traversant la baie de la Pentecôte et joignant l'extrémité sud de la dernière ligne nommée à l'extrémité nord de la ligne séparative des lots numéros 44 et 45, la dite ligne séparative des lots numéros 44 et 45 et la ligne séparative des lots numéros 36 et 37 ces deux dernières lignes étant

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this TWENTY-EIGHTH day of the month of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty and in the fourth year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Québec.
5380-48-6-o

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, *Deputy Attorney General.* WHEREAS a petition has been presented to us requesting us to detach from the Municipality of the Parish of Ste-Angélique, County of Papineau, the territory hereinafter described, and to annex it to the Municipality of the Parish of Plaisance, in the same County;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, and that there shall remain to the Municipality of Ste-Angélique, after the said dismemberment, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 27th November, 1940 and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Little Nation Seignior, comprising, with reference to the official cadastre made for the Parish of Sainte-Angélique, lots numbers 478 in Côte St-François, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375 in Côte du Front, 42, 43, 44 in "La Petite Presqu'Île" and 37 in "La Grande Presqu'Île", whereof the limits are described as follows, namely:

Starting from the summit of the North-East corner of lot number 478; thence, passing successively by the following lines and limitations: the East line and the part of the South line of lot number 478 separating it from lot number 368, the division line of lots numbers 368 and 369, a straight line crossing the Pentecôte Bay and adjoining the Southern extremity of the last mentioned line at the Northern extremity of the division line of lots numbers 44 and 45, the said division line of lots numbers 44 and 45, and the division line of lots numbers 36 and 37 these two last

raccordées par une ligne traversant la baie entre la Petite-Presqu'Île et la Grande-Presqu'Île, le prolongement de la ligne séparative des lots numéros 36 et 37 jusqu'à la ligne interprovinciale Québec-Ontario dans la rivière Ottawa, la dite ligne interprovinciale jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots numéros 37 et 38, le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots numéros 37 et 38, cette partie de la rive de la baie entre la Petite Presqu'Île et la Grande-Presqu'Île limitant au nord le lot numéro 38, la ligne séparant le lot numéro 38 des lots numéros 43 et 42, la rive de la baie de la Pentecôte, jusqu'à l'extrémité sud de la ligne séparative des lots numéros 41 et 42, la dite ligne séparative des lots numéros 41 et 42, une ligne droite traversant la baie de la Pentecôte depuis l'extrémité nord de la dernière ligne nommée jusqu'à l'extrémité sud de la ligne séparative des lots numéros 375 et 376, cette dernière ligne, la ligne séparative des lots numéros 477 et 478 et enfin la ligne séparative des lots numéros 476 et 478 jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les parties d'un chemin, de l'emprise du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, de la baie de la Pentecôte et de la baie entre la Petite-Presqu'Île et la Grande-Presqu'Île comprises dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Ste-Angélique et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Plaisance, dans le comté municipal de Papineau, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

DONNÉ en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,
Le Sous-Secrétaire de la Province,
5641-o JEAN BRUCHÉSI.

lines being joined by a line crossing the Bay between "La Petite-Presqu'Île" and "La Grande Presqu'Île", the prolongation of the division line of lots numbers 36 and 37 to the Interprovincial Quebec-Ontario line in the Ottawa River, the said Interprovincial line to the prolongation of the division line of lots numbers 37 and 38, the said prolongation and the said division line of lots numbers 37 and 38, that part of the shore of the Bay between "La Petite Presqu'Île" and "La Grande Presqu'Île" bounding lot number 38 on the North, the line separating lot number 38 from lots numbers 43 and 42, the shore of Pentecôte Bay to the Southern extremity of the division line of lots numbers 41 and 42, the said division line of lots numbers 41 and 42, a straight line crossing the Pentecôte Bay from the Northern extremity of the last mentioned line to the Southern extremity of the division line of lots numbers 375 and 376, this latter line, the division line of lots numbers 477 and 478 and finally the division line of lots numbers 476 and 478 to the starting point; the said territory together with the parts of a road, the right of way of the Quebec, Montreal, Ottawa and Western Railway, the Pentecôte Bay and the Bay between "La Petite Presqu'Île" and "La Grande Presqu'Île" comprised within the above described limits, to be detached from the Municipality of the Parish of Ste-Angélique and to be annexed to the Municipality of the Parish of Plaisance, in the municipal County of Papineau, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this third day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
5642 Under Secretary of the Province.

Vente par licitation

Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, No 4428. Dame Alma Barrière, Demanderesse; vs Sarai Rémillard et al, Défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Jean, dans le district d'Iberville, le 31 octobre 1940, dans une cause dans laquelle Dame Alma Barrière, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, district d'Iberville, veuve de Joseph Rémillard, de son vivant cultivateur, du même lieu, est demanderesse, et Sarai Rémillard, de la cité et district de Montréal, Georges Rémillard, du village de

Sale by licitation

Province of Québec, District of Iberville, Superior Court, No. 4428. Dame Alma Barrière, plaintiff; vs Sarai Remillard et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at St-Jean, in the District of Iberville, on the 31st of October, 1940, in a cause wherein Dame Alma Barrière of the Parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, District of Iberville, widow of Joseph Rémillard, in his lifetime farmer of the same place, is plaintiff; and Sarai Rémillard, of the City and District of Montreal, Georges Rémil-

Lacolle, district d'Iberville, Omer Rémillard, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, district d'Iberville, Léo Guay, de la paroisse de St-Bernard de Lacolle, district d'Iberville, tant personnellement qu'en sa qualité de chef de la communauté existant entre lui et son épouse Apolline Rémillard, et de curateur aux biens de sa dite épouse mineure Apolline Rémillard, et Apolline Rémillard, épouse commune en biens de Léo Guay, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles constituant une seule exploitation et désignés comme suit, savoir:

"Une terre d'une superficie de quatre-vingt-douze arpents, plus ou moins, avec maison et autres bâtisses, connue et désignée sous les numéros cent quatre-vingt un et cent quatre-vingt quatre (181 & 184) du cadastre de la paroisse de St-Bernard de Lacolle".

"Une terre connue et désignée sous les lots numéros cent quatre-vingt six et cent quatre-vingt sept (186 & 187) du cadastre de la paroisse de St-Bernard de Lacolle, d'une superficie d'environ quarante-trois arpents".

"Une terre située en la paroisse de St-Bernard de Lacolle et désignée sous le numéro cent quatre-vingt neuf (No 189) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bernard de Lacolle, de la contenance de quarante-sept arpents de terre, plus ou moins, sans garantie de mesures précises, bornée comme suit: à l'ouest par le No 188, propriété d'Osias Leveau; au nord par le chemin dit Grande Ligne; à l'est par le chemin Burtonville et au sud par les lots Nos 193 et 194, avec les bâtisses dessus érigées, sauf à distraire du dit lot No 189, cette partie d'icelui contenant un arpent et demi carré en superficie (avec maison y érigée) ayant front sur le chemin Boulevard Edouard VII; laquelle partie dudit lot No 189 est à prendre à 226 pieds (mesure anglaise) du côté nord-est, du lot No 193 du cadastre de la paroisse de St-Bernard de Lacolle, là où se trouve actuellement une clôture en fil métallique (point de repère) en gagnant vers le nord; cette partie du No 189 donnée à Omer Rémillard en vertu de son contrat de mariage avec Dame Colombe Martin, le 9 septembre 1935, devant Me Charlemagne Lussier, notaire, enregistrée à St-Jean, sous le No 47475, cette partie bornée du côté sud, nord et ouest par le résidu du No 189".

L'immeuble ci-dessus désigné et formant une seule exploitation sera mis en bloc à l'enchère et adjudgé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUX JANVIER 1941, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, de St-Jean, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour, entr'autre à la charge d'un dépôt de \$1,000.00 le jour de la vente; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe du Prothonotaire de la dite Cour au moins douze jours (12) avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits dans le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Jean, P. Q., 29 novembre 1940.

Le procureur de la Demanderesse,
5651-51-2-o ALCIDE COTÉ.

lard of the Village of Lacolle, District of Iberville, Omer Rémillard, of the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, District of Iberville, Léo Guay, of the Parish of St-Bernard de Lacolle, District of Iberville, both personally and in his quality of head of the community existing between him and his wife Apolline Rémillard, and as curator to the property of his said minor wife, Apolline Rémillard, and Apolline Rémillard, wife common as to property of Léo Guay, and the latter to authorize his said wife, are defendants, ordering the licitation of certain immovables, forming one single exploitation and designated as follows, to wit:

"A farm, containing an area of ninety two arpents, more or less, with a house and other buildings, known and designated under numbers one hundred and eighty one and one hundred and eighty four (181 & 184) on the cadastre for the Parish of St-Bernard de Lacolle".

"A farm, known and designated under numbers one hundred and eighty six and one hundred and eighty seven (186 & 187) on the cadastre for the Parish of St-Bernard de Lacolle, containing an area of about forty three arpents."

"A farm situate in the Parish of St-Bernard de Lacolle, and designated under number one hundred and eighty nine (189) on the official plan and in the book of reference for the Parish of St-Bernard de Lacolle, containing forty-seven arpents of land, more or less, without guarantee of exact measurement, bounded as follows: on the west by No. 188, property of Osias Leveau; on the north by the "Grande Ligne" Road; on the east by the Burtonville Road, and on the south by lots Nos. 193 and 194—with the buildings thereon erected, save to be deducted from said lot No. 189, that part thereof containing one square arpent and one half in area (with a house thereon erected) fronting on the highway Edward VII boulevard; said part of lot No. 189 to be taken 226 feet, English measure, on the northeast side, distant from lot No. 193 of the cadastre for the Parish of St-Bernard de Lacolle, where there exists actually a wire fence (landmark) running towards the north; said part of No. 189 given to Omer Rémillard in virtue of his marriage contract with Dame Colombe Martin, on the 9th of September 1935, before Me Charlemagne Lussier, notary, registered at St-Jean, under No. 47475, said part being bounded on the south, north and west sides by the residue of No. 189."

The immovable hereinabove designated and forming one single exploitation will be put up to auction "en bloc" and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SECOND of JANUARY 1941, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of St-Jean, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; amongst others the payment of a deposit of \$1,000.00, on the day of sale; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days (12) before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six (6) days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Saint-Jean, P. Q., November 29th, 1940.

ALCIDE COTÉ,
5652-51-2 Attorney for the Plaintiff.

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Avis public est par le présent donné que le QUATORZIÈME jour de JANVIER, 1941, à DIX heures de l'avant-midi, au Bureau du greffier de la cité, dans l'Hôtel de ville de la Cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés, situés dans la Cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un terrain situé sur la rue Plaisante, étant le numéro 907 du cadastre de la Cité, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à Dame Veuve Joseph Desfossés;

2. Un terrain situé sur la rue Ste-Marguerite, faisant partie du numéro 365 du cadastre, borné au nord par la rue Ste-Marguerite, à l'est, par partie du numéro 365; au sud, par les numéros 359 et 360, et, à l'ouest, par le numéro 364, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à Antonio Charette;

3. Un terrain situé sur la rue Plouffe, étant partie de la subdivision numéro 5 du lot numéro 279, borné à l'est par la rue Plouffe; au sud et au nord par l'autre partie de la subdivision numéro 5 du lot primitif numéro 279, et à l'ouest par la subdivision numéro 6 du lot primitif numéro 279, avec bâtisses y érigées, comme appartenant à Henri Longval;

4. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 303 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé C. Lanoue;

5. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 302 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé C. Lanoue;

6. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 301 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé C. Lanoue;

7. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 300 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé C. Lanoue;

8. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 299 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Aimé C. Lanoue;

9. Un lot vacant situé sur la rue Lanctôt, et portant le numéro 1123, subdivision no 298 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, comme appartenant à M. Alexandre Tapps.

La vente sera faite sans aucune garantie de mesures.

Par ordre,
Le Greffier,
(Signé) ARTHUR BELIVEAU.

Hôtel de ville,
Trois-Rivières, P. Q., le 18 décembre 1940.
5739-51-2-o

Public notice is hereby given that on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1941, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Clerk of the City, in the City Hall, of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinbelow mentioned, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with taxes which have not been paid within the six months following the notice of the deposit of the Roll as required by Law namely:

1. A lot of land situate on Plaisante street, being number 907 of the cadastre of the City—with buildings thereon erected, as belonging to Dame Widow Joseph Desfossés;

2. A lot of land situate on Ste. Marguerite street, forming part of number 365 of the cadastre, bounded on the north by Ste. Marguerite street, on the east by part of number 365; on the south by numbers 359 and 360, and on the west by number 364—with buildings thereon erected, as belonging to Antonio Charette;

3. A lot of land situate on Plouffe street, being part of subdivision number 5 of lot number 279, bounded on the east by Plouffe street, on the south and north by the other part of subdivision number 5 of the original lot number 279, and on the west by subdivision number 6 of the original lot number 279—with buildings thereon erected as belonging to Henri Longval;

4. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 303 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé C. Lanoue;

5. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 302 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé C. Lanoue;

6. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 301 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé C. Lanoue;

7. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 300 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé C. Lanoue;

8. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 299 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Aimé C. Lanoue;

9. A vacant lot situate on Lanctot street, and bearing number 1123, subdivision No. 298 of the cadastre of the City of Trois-Rivières, as belonging to Mr. Alexandre Tapps.

The sale shall be made without any guarantee as to measurement.

By Order,
(Signed) ARTHUR BELIVEAU,
Clerk

City Hall, Trois-Rivières, P. Q.,
December 18th, 1940. 5740-51-2

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi du salaire

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of Section 8 of the Minimum Wage Act

minimum (4 George VI, chapitre 39), que le règlement B-1-A (prélèvement) de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvé par l'arrêté ministériel numéro 4331 du 13 décembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1-A (prélèvement)

La Commission du salaire minimum, en vertu de la Loi du salaire minimum (4 George VI, ch. 39, article 8, paragraphe (e)), édicte et statue ainsi qu'il suit:

1. Le règlement B-1 de la Commission du salaire minimum en date du 27 août 1940, approuvé par l'arrêté ministériel no 3250 du 6 septembre 1940, est amendé en y ajoutant après l'article 4, l'article suivant:

Art. 4-A.—*Exemptions additionnelles*: Sont exemptés du prélèvement édicté par le présent règlement: les corporations municipales, les corporations scolaires, les corporations archiepiscopales ou épiscopales catholiques romaines, les fabriques de paroisse, les "Vestry-Boards" et les syndics d'églises; la présente exemption s'applique au prélèvement payable le dix janvier mil neuf cent quarante et un et couvrant la période qui comprend les mois d'octobre, novembre et décembre mil neuf cent quarante;

2. *Entrée en vigueur*: Le présent règlement (no B-1-A) entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle*, après avoir reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait et signé en la cité de Québec, ce 27^{ième} jour du mois de novembre mil neuf cent quarante

Le président, (Signé) FERDINAND ROY.
Le vice-président, " GUSTAVE FRANCO.
Les commissaires " C. H. CHEASLEY.
J. A. BOUTHILLETTE.
H. LOUDIN.

Copie conforme du règlement voté à la séance du 27 novembre 1940.

Le secrétaire,
5685-o (Signé) J. A. V. AUGER.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Résolution.

La Commission du salaire minimum, conformément à l'article 21 de la Loi du salaire minimum (4 George VI, ch. 39) a adopté à sa séance du 12 décembre 1940 la résolution suivante, savoir:

Résolution de suspension: L'article 77-a de l'ordonnance no 4 est suspendu pour deux mois, à compter du 1^{er} janvier 1941, ou jusqu'à décision contraire de la Commission, en vue d'une ordonnance spéciale, en ce qui concerne les industries suivantes qui auront droit à une semaine de 55 heures sans majoration de salaire: salaisons (meat packing), l'industrie du caoutchouc, du biscuit et chocolaterie, de la minoterie, du corset, de la tuyauterie en béton ainsi que de l'industrie des tissus étroits.

Québec, ce 14 décembre 1940.

5743-o Le secrétaire,
J. A. V. AUGER.

(4 George VI, chapter 39), that By-law B-1-A (Levy) of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 4331 of the 13th of December 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1-A (Levy)

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (4 George VI, ch. 39, article 8, paragraph (e)), orders and decrees as follows:

1. By-law B-1 of the Minimum Wage Commission dated August 27, 1940, and approved by Order-in-Council No. 3250 of September 6, 1940, is amended by adding after Article 4, the following article:

Article 4-A.—Additional Exemptions: The following are exempted from the levy enacted by the present By-law: Municipal corporations, school corporations, roman catholic episcopal or archiepiscopal corporations, parish fabriques, Vestry-Boards and church trustees; this exemption applies to the levy payable on January tenth in the year one thousand nine hundred and forty-one, covering the period comprising the months of October, November and December in the year one thousand nine hundred and forty.

2. *Coming into force*: The present By-law (No. B-1-A) shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette*, after approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Passed and dated at the City of Quebec on this twenty-seventh day of the month of November in the year one thousand nine hundred and forty.

(Signed) FERDINAND ROY, *Chairman*.
" GUS. FRANCO, *Vice-President*.
" C. H. CHEASLEY,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" H. LOUDIN, *Members*.

True copy of the By-law approved at the meeting of November 27th, 1940.

J. A. V. AUGER,
Secretary. 5686-o

MINIMUM WAGE COMMISSION

Resolution.

The Minimum Wage Commission, pursuant to Article 21 of the Minimum Wage Act (4 George VI, ch. 39) at its meeting of December 12, 1940, adopted the following resolution:

Resolution of suspension: Article 77-a of Ordinance No. 4 is suspended for two months, starting January 1st, 1941, or until otherwise decided by the Commission, in view of enacting a special ordinance, concerning the following industries, which will be entitled to a workweek of 55 hours without increase in wages: meat packing, rubber, biscuit, chocolate, flour-milling, corset, concrete pipe, as well as the narrow fabric industry.

Quebec, December 14, 1940.

5744-o J. A. V. AUGER,
Secretary.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 2631 du 25 novembre 1939, prolongé par l'arrêté numéro 4061 du 14 novembre 1940, a été de nouveau prolongé jusqu'au 1er février 1941, par l'arrêté numéro 4335 du 13 décembre 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Sous-ministre du Travail.
 Département du Travail, des Mines
 et des Pêcheries maritimes,
 Québec, ce 21 décembre 1940. 5663-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice, that the right to levy of the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec, authorized by by-law approved by Order-in-Council No. 2631 of the 25th of November 1939, extended by Order No. 4061 of the 14th of November 1940, has been again extended until February 1st, 1941, by Order No. 4335 of the 13th of December 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour, Mines
 and Maritime Fisheries,
 Quebec, December 21st, 1940. 5664-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des gants fins autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 886 du 23 février 1940, a été prolongé pour une période de trois mois à compter du 31 décembre 1940, par l'arrêté numéro 4336 du 13 décembre 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Sous-ministre du Travail.
 Département du Travail, des Mines
 et des Pêcheries maritimes,
 Québec, ce 21 décembre 1940. 5665-o

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, authorized by by-law approved by Order-in-Council No. 886 of the 23rd of February 1940, has been extended for a period of three months from the 31st of December 1940, by Order-in-Council No. 4336 of the 13th of December 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour, Mines
 and Maritime Fisheries,
 Quebec, December 21st, 1940. 5666-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS.

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), que la constitution et les règlements du Comité paritaire du Transport et des Débardeurs du port de Sorel, dont le siège social est situé à Sorel, Qué., ont été approuvés par l'arrêté ministériel numéro, 4333 du 13 décembre 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Sous-ministre du Travail.
 Département du Travail, des Mines
 et des Pêcheries maritimes,
 Québec, ce 21 décembre 1940. 5667-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice and this, under the provisions of Section 19 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), that the constitution and by-laws of the Joint Shipping and Longshoremen's Committee, Harbour of Sorel, whose corporate seat is situated in Sorel, Que., have been approved by Order-in-Council No. 4333 of the 13th of December 1940.

GERARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour, Mines
 and Maritime Fisheries,
 Quebec, December 21st, 1940. 5668-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2144 du 21 septembre 1939, relatif aux vérificateurs du Port de Québec:

L'article III est radié et remplacé par le suivant:

"III.—*Duration of the decree.*—Le présent décret, en vigueur depuis le 17 juillet 1939, demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1941 et se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins ou jusqu'à ce qu'une ou l'autre des parties ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, au moins trente jours avant le

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that a request has been presented to him to the effect of modifying Decree No. 2144 of the 21st of September 1939, respecting the checkers of the Port of Quebec, in the following manner:

Section III is deleted and replaced by the following:

"III.—*Duration of the decree.*—The present decree, effective since the 17th of July 1939, shall remain effective until the 31st of December 1941 and shall be renewed automatically from year to year, thereafter, unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary, at least thirty days prior to December

31 décembre 1941 ou trente jours avant le 31 décembre de toute année subséquente."

Durant les trente jours suivant la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines

et des Pêcheries maritimes,

Québec, ce 21 décembre 1940.

5745-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 3168 du 27 août 1940, relatif aux employés municipaux de Saint-Joseph d'Alma:

1. Que le paragraphe "b" de l'article III soit radié et que le paragraphe "c" actuel devienne le paragraphe "b".

2. Que les mots "La Confédération" soient radiés de l'article VI.

3. Que l'article VII soit modifié de la façon suivante:

a) Le salaire du "Contremaitre", Département de l'aqueduc, est fixé à \$125.00 par mois.

b) Le salaire du "Chef électricien" est fixé à \$125.00 par mois et celui du "2ième électricien" à 0.45 de l'heure.

c) Les dispositions relatives aux "Comptables" sont radiées et remplacées par les suivantes:

"Comptabilité.

1. Secrétaire-trésorier \$45 00 par semaine

2. Assistant secrétaire-trésorier 25 00 par semaine

3. Percepteurs ou collecteurs. 30 00 par semaine

4. Commis Teneur de livres. 20 00 par semaine

La durée hebdomadaire de travail pour les employés du département de la Comptabilité sera de quarante-quatre (44) heures."

Durant les trente jours suivant la date de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines

et des Pêcheries maritimes.

Québec, ce 21 décembre 1940.

5687-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 2256 du 26 août 1937 et ses amendements, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, de la façon suivante:

1. Que le paragraphe "3" de l'article Ia soit radié.

2. Que le paragraphe "4" de l'article Ia devienne le paragraphe "3" du même article.

31st 1941 or thirty days prior to December 31st of any subsequent year."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and

Maritime Fisheries,

Quebec, December 21st, 1940.

5746-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that a request has been presented to him to the effect of modifying Decree number 3168 of the 27th of August 1940, relating to municipal employees of St. Joseph d'Alma, in the following manner:

1. That subsection "b" of Section III be stricken off and that subsection "c" become subsection "b".

2. That the words "Dominion Day" be deleted from section VI.

3. That Section VII be modified as follows:

a) The wages of the "Foreman", Waterworks Department, is fixed at \$125.00 per month.

b) The wages of the "Chief Electrician" is fixed at \$125.00 per month and the one of the "2nd electrician" at 0.45 per hour.

c) The provisions relating to "Accountants" are deleted and replaced by the following:

"Accounting Department

1. Secretary-Treasurer \$45 00 per week

2. Asst. Secretary-Treasurer. 25 00 "

3. Collectors 30 00 "

4. Clerk Bookkeeper 20 00 "

The weekly duration of labour for the employees of the Accounting Department shall be of forty-four (44) hours."

During the thirty days following the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and

Maritime Fisheries,

Quebec, December 21st, 1940.

5688-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that a request has been presented to him to the effect of modifying decree number 2256 of the 26th of August 1937 and its amendments, relating to the shoe industry in the province of Quebec, in the following manner:

1. That subsection "3" of Section Ia be stricken off.

2. That subsection "4" of Section Ia becomes subsection "3" of said Section.

3. Que le paragraphe "2" de l'article III commence de la façon suivante:

"2. *Employés de bureau*: tous les salariés, commis à la direction, etc..."

4. Que les mots "départements des patrons et du taillage", apparaissant au commencement de l'article VIII A, soient remplacés par les mots "département du taillage".

5. Que les opérations 11-1, 11-2, 11-3, 16-2, 16-3, mentionnées à l'article VIII A, soient radiées.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines
et des Pêcheries maritimes,
Québec, ce 21 décembre 1940. 5689-0

3. That subsection "2" of Section III begins in the following manner:

"2. *Office employees*: All wage-earners employed in the directing, administrating, accounting etc..."

4. That the words "pattern and cutting departments", appearing at the beginning of Section VIII A, be replaced by the words "cutting department".

5. That operations 11-1, 11-2, 11-3, 16-2, 16-3, mentioned in Section VIII A, be stricken off.

During the thirty days following the date of the publication of this notice, the Honourable minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive objections which the interested parties may desire to make against the said request.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and
Maritime Fisheries,
Quebec, December 21st, 1940. 5690-0

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
Canada, } SELF HARDWARE
Province de Québec, } REG'D, nom et raison
No V-113 } sociale sous lesquels
Viola Self, marchande de Val d'Or, épouse contractuellement séparée de biens de Ben Self, fait affaires, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes (demandeur dans l'instance originaire) vs WM. MOCHARNUCK, de Val d'Or, district d'Abitibi, (défendeur dans l'instance originaire) saisi et C.-A. LAFRANCE, d'Amos, district d'Abitibi, en sa qualité de régistrateur, du Bureau d'Enregistrement de la division de l'Abitibi, mis-en-cause et GEORGES DUCLOS, de Montréal, en sa qualité de syndic à la faillite de Self Hardware Reg'd., demandeur en reprise d'instance, saisissant.

Superior Court.—District of Abitibi
Canada, } SELF HARDWARE
Province of Quebec, } REG'D., firm name
No. V-113 } and style under which
Viola Self, merchant, of Val d'Or, wife separate as to property by marriage contract of Ben Self, is carrying on business, and the latter to authorize his wife for the purpose hereof (plaintiff in original suit) vs WM. MOCHARNUCK, of Val d'Or, district of Abitibi (defendant in original suit) seized; and C. A. LAFRANCE, of Amos, district of Abitibi, in his quality of Registrar, of the Registry Office of the Division of Abitibi, mis-en-cause; and GEORGES DUCLOS, of Montreal, in his quality of Trustee to the bankruptcy of Self Hardware Reg'd., plaintiff in continuance of suit, seizing.

L'immeuble portant le No trois cent treize, subdivision du bloc No trente-quatre, du cadastre du canton Bourlamaque; ledit immeuble situé dans la ville de Val d'Or, sujet aux clauses d'un bail emphytéotique, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

That immovable bearing number three hundred and thirteen, subdivision of block number thirty-four, on the cadastre for the township of Bourlamaque; said immovable situate in the town of Val d'Or, subject to the clauses of an emphyteutic lease—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A distraire dudit immeuble No 34-313, une partie de terrain mesurant trente pieds sur la rue No 34-201, par cinquante pieds sur la ruelle No 34-243, ladite partie de terrain bornée comme suit: du côté ouest, par la rue No 34-343, du côté sud, par la ruelle No 34-201, du côté est, par le lot No 34-314, et du côté nord, par le résidu dudit lot No 34-313, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

To be deducted from said immovable No. 34-313, a parcel of land measuring thirty feet on street No. 34-201 by fifty feet on lane No. 34-243, said parcel of land bounded as follows: on the west side by street No. 34-343, on the south side by lane No. 34-201, on the east side by lot No. 34-314, and on the north side by the residue of said lot No. 34-313—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur-les-Mines, à Val d'Or, MARDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois

To be sold at the parochial church of St-Sauveur-les-Mines, at Val d'Or, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of

de JANVIER 1941, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 14 décembre 1940. 5673-51-2-o
[Première publication, 21 décembre 1940]

JANUARY, 1941, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff
Amos, December 14th, 1940. 5674-51-2
[First publication, December 21st, 1940]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } LACITÉ DE DRUM-
No 2963 } MONDVILLE,

corporation duement constituée suivant la loi et ayant son siège social dans la Cité de Drummondville, comté Drummond, Demanderesse; vs EXÉRILE CARDIN, de la cité de Drummondville, district d'Arthabaska, épouse judiciairement séparée de biens de Léonard Labrecque du même lieu, et ce dernier parti aux présentes pour autoriser son épouse, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot ou emplacement connu et désigné au Plan et Livre de renvoi officiels du Quartier Est, de la Cité de Drummondville, comme étant le lot deux cent vingt, mesurant soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné vers le nord-est par la rue Lindsay, vers le sud-est par le No 219, vers le sud-ouest par le No 286 et vers le nord-ouest par le No 221.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Frédéric dans la ville de Drummondville, comté de Drummond, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JANVIER 1941, à DEUX heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, M. MAHEU.
Arthabaska, 12 décembre, 1940. 5675-51-2-o
[Première publication, 21 décembre 1940]

BEAUCE

FIERIFACIAS DE TERRIS vs DEMANDEUR
Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 16,609 } DAVID GENESSE, deman-
deur; contre GEDEON ROY,
défendeur.

1. Un emplacement de forme irrégulière comprenant cinq mille quatre cents pieds en superficie, situé au sud-est de l'emplacement actuellement occupé par sieur Albert Grenier, le dit emplacement tel que vendu, faisant partie du lot numéro trois-A (Ptie 3A) du rang du chemin de Kennébec, Section B, dans le canton Jersey, comté de Beauce, suivant les plan et livre de renvois officiels,—avec bâtisses dessus érigées et dépendances.

2. Une lisière de terrain borné au nord-est à la Rivière du Loup, au sud-est à l'emplacement de Jean Simard, au sud-ouest par le chemin public, et au nord-ouest par Alfred Rancourt ou leurs représentants, ayant la dite lisière une longueur de cent quatre-vingt-six pieds de long du chemin public et ayant à sa plus grande largeur sur le côté sud-est soixante-deux pieds et à sa plus petite largeur du côté nord-ouest trente et un pieds, faisant partie ledit emplacement du lot numéro trois A (3-A) suivant les plan et livre de renvois officiels du cadastre pour le rang du chemin de Kennébec, section B, canton Jersey.

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } THE CITY OF
No. 2963 } DRUMMOND-

VILLE, duly constituted according to the law and having its office in the City of Drummondville, county of Drummond, Plaintiff; vs EXÉRILE CARDIN, in the City of Drummondville, district of Arthabaska, wife judicially separated as to property of Léonard Labrecque of same place, and this latter part to the present to authorize this wife, Defendant.

As belonging to the defendant:

A lot or emplacement known and designated to the official plan and book of reference of East part of the City of Drummondville, as being the lot two hundred and twenty measuring sixty-six feet in front, one hundred and thirty-two feet in depth, english measure, more or less. Bounded at the north-east by the Lindsay street, at the south-east by No. 219, at the south-west by No. 286 and at the north-west by No. 221.

To be sold at the parochial church door of St-Frederic of Drummondville, county of Drummond, the TWENTY-FIRST day of JANUARY 1941, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight saving time).

Maurice Maheu,
Sheriff's Office, Sheriff
Arthabaska, December 12, 1940. 5676-51-2-o
[First publication, December 21st, 1940]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS vs PLAINTIFF
Superior Court.—District of Beauce.

No. 16,609. } DAVID GENESSE, plaintiff;
against GEDEON ROY,
defendant.

1. An emplacement of irregular figure, containing five thousand four hundred feet in area, situate southeast of the emplacement actually occupied by Sieur Albert Grenier, said emplacement, as sold, forming part of lot number three A (Pt. 3A) of the Kennebec Road Range, section B, in the Township of Jersey, County of Beauce, according to the official plan and book of reference with buildings thereon erected and dependencies.

2. A strip of land bounded on the northeast by the "Rivière-du-Loup", on the southeast by the emplacement of Jean Simard, on the southwest by the public road, and on the northwest by Alfred Rancourt or representatives, said strip of land measuring one hundred and eighty six feet along the public road, and being, at its greatest width on the southeast side, sixty two feet wide, and at its smallest width, on the northwest side, thirty one feet, said emplacement forming part of lot number three A (3-A) according to the official cadastral plan and book of reference for the Kennebec Road range, section B, Township of Jersey.

3. Un emplacement de quarante-huit pieds de large sur soixante-quinze pieds de profondeur (48 x 75) sis et situé partie sur le lot deux-A et partie sur le lot trois-A (Ptie 2A et 3A) du rang du Chemin de Kennébec, section B, canton Jersey, suivant le cadastre officiel, le dit emplacement étant situé au sud-est de celui de Monsieur Philias Fortier au nord-ouest de l'emplacement faisant partie du lot numéro trois A (3A), circonstances et dépendances. Ce dernier emplacement étant à charge d'un douaire de douze cents piastres (\$1200.00) dû à l'épouse de David Genesse tel qu'enregistré le six octobre mil neuf cent dix-sept.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église de la Paroisse de St-Côme, comté de Beauce, le VINGT-UNIEME jour de JANVIER mil neuf cent quarante et un à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
St-Joseph de Beauce, le 17 décembre 1940. J.-P. GIGUERE.
5677-51-2-o
[Première publication, 21 décembre 1940]

3. An emplacement measuring forty eight feet in width by seventy five feet in depth (48 x 75) being and situate partly on lot two-A and partly on lot three-A (Pt. 2A & 3A) of the Kennebec Road Range, section B, Township of Jersey, according to the official cadastre said emplacement being situate southeast of that of Mr. Philias Fortier, on the northwest of the emplacement forming part of lot number three-A (3A)—circumstances and dependencies. The latter emplacement being subject to payment of a dowry of twelve hundred dollars (\$1200.00) due to the wife of David Genesse, as registered on the sixth of October nineteen hundred and seventeen.

To be sold "en bloc" at the church door of the Parish of St-Côme, County of Beauce, on the TWENTY FIRST day of JANUARY, nineteen hundred and forty one, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office. J. P. GIGUERE,
St. Joseph de Beauce, December 17th, 1940. Sheriff.
5678-51-2
[First publication, December 21st, 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.
Province of Québec. } A VILA BOIVIN, no-
No 195974 } A taire, demeurant à
la ville de Berthier, comté de Berthier, district de Joliette, demandeur; contre CAMILLE CHAPUT, de la cité et du district de Montréal.

Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier sous le no 93, borné comme suit: au nord-ouest par le no 92, au sud-est par le no 94, au sud-ouest à la rue Crémazie de la ville de Berthier, et au nord-est par le No 101, et les constructions dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier, le TROISIEME jour du mois de JANVIER 1941, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif. Le shérif,
Joliette, 27 novembre 1940. J.-A. BELANGER.
5371-48-2-o
[Première publication, 30 novembre 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Province of Québec. } A VILA BOIVIN, no-
No 195974 } A tary, residing in the
Town of Berthier, County of Berthier, district of Joliette, plaintiff; against CAMILLE CHAPUT, of the city and district of Montreal.

An immoveable known and designated on the official cadastre of the parish of Ste Geneviève de Berthier, under No. 93, bounded as follows: on the North-West by No. 92, on the South-East by No. 94, on the South-West by Crémazie street of the Town of Berthier, and on the North-East by No. 101, and the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Geneviève de Berthier, on the THIRD day of the month of JANUARY, 1941, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office. J. A. BELANGER,
Joliette, November 27, 1940. Sheriff.
5372-48-2
[First publication, November 30th, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } C. COUREY & CO., de-
No 182901 } C. manderesse vs LIO-
NEL LACROIX, défendeur.

Ce certain lopin de terre ayant front sur la rue Jean Talon, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485-144) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Sault-au-Récollet, avec tous les droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 26 novembre 1940. L.-P. CAISSE.
5347-48-2
[Première publication, 30 novembre 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } C. COUREY & CO., plaint-
No. 182901 } C. iff vs LIONEL LA-
CROIX, defendant.

That certain lot of land fronting on Jean Talon Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and forty-four of the official subdivision of original lot number four hundred and eighty-five (485-144) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, with all the rights and servitudes thereto attached.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 26th, 1940. Sheriff.
5348-48-2-o
[First publication, November 30th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour du Recorder, de la cité de Montréal,
District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 124. } REAL, demande-
resse; vs ALBERT-D. GOULET, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Louis-Hémon, dans le quartier Rosemont de la cité de Montréal, étant composé des lots numéros quatre cent onze, quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent quatorze, quatre cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-411, 412, 413, 414, 415) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, mesurant chacun desdits lots trente pieds en largeur sur soixante-treize pieds et trois pouces en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, le shérif,
L.-P. CAISSE.
Montréal, 25 novembre 1940. 5349-48-2-o
[Première publication, le 30 novembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour du Recorder de la cité de Montréal,
District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 116. } REAL, demande-
resse; vs ST. HUBERT DEVELOPMENT
CORPORATION, corps légalement constitué
ayant son siège social dans les cité et district de
Montréal, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue Louis-Hémon, dans le quartier Rosemont de la cité de Montréal, étant composé des lots numéros quatre cent seize, quatre cent dix-sept, quatre cent dix-huit, quatre cent dix-neuf, quatre cent vingt, quatre cent vingt et un, quatre cent vingt-deux, quatre cent vingt-trois, quatre cent vingt-quatre, quatre cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, mesurant chacun des dits lots trente pieds en largeur sur soixante-treize pieds et trois pouces en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins. Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-P. CAISSE.
Montréal, 25 novembre 1940. 5351-48-2-o
[Première publication, le 30 novembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-S. VALLÉE LIM-
194146. } J. TÉE, demanderesse;
vs PAUL-EMILE ARCHAMBAULT; et RO-
LAND TRUDEL, es-qualité d'exécuteurs testa-
mentaires de la succession de feu Augustin-S.
Trudel, défendeurs; et DAME BERTHA TRU-
DEL, épouse de Donat Phaneuf, ce dernier pour
autoriser son épouse *et al*, mis-en-cause.

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Recorder's Court of the City of Montréal,
District of Montréal.*

Montréal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 124. } TREAL, plaintiff; vs
ALBERT D. GOULET, defendant.

An emplacement fronting on Louis-Hémon Street, in Rosemont Ward of the City of Montréal, being composed of lots numbers four hundred and eleven, four hundred and twelve, four hundred and thirteen, four hundred and fourteen, four hundred and fifteen, of the official subdivision of lot number four hundred and seventy seven (477-411, 412, 413, 414, 415) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault-au-Recollet, each of said lots measuring thirty feet in width by seventy three feet and three inches in depth, English measure and more or less. With the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said immovables.

To be sold at my office in the City of Montréal, on the THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montréal, November 25th, 1940. 5350-48-2
[First publication, November 30th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Recorder's Court of the City of Montréal,
District of Montréal.*

Montréal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 116. } TREAL, plaintiff; vs
ST. HUBERT DEVELOPMENT CORPORA-
TION, a body politic and corporate, having its
head office in the City and District of Montréal,
defendant.

An emplacement fronting on Louis-Hémon street, in Rosemont Ward of the City of Montréal, composed of lots numbers four hundred and sixteen, four hundred and seventeen, four hundred and eighteen, four hundred and nineteen, four hundred and twenty, four hundred and twenty one, four hundred and twenty two, four hundred and twenty three, four hundred and twenty four, four hundred and twenty five of the official subdivision of lot number four hundred and seventy seven (477-416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault-au-Recollet, each of said lots measuring thirty feet in width by seventy three feet and three inches in depth, English measure and more or less. With the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold at my office, in the City of Montréal, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montréal, November 25th, 1940. 5352-48-2
[First publication, November 30th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } J. S. VALLÉE LIM-
194146. } J. TÉE, plaintiff; vs
PAUL EMILE ARCHAMBAULT; and RO-
LAND TRUDEL, es-qualité of testamentary
executors of the Estate of the late Augustin S.
Trudel, defendants; and DAME BERTHA
TRUDEL, wife of Donat Phaneuf, the latter to
authorize his wife *et al*, mis-en-cause.

Comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, es-qualité et des dits, mis-en-cause.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, borné en front par l'Avenue de Laroche, et connu et désigné aux plan et livre de renvois officiels du village de la Côte St-Louis, sous le numéro trois cent deux de la subdivision officielle du lot originaire No Cinq (5-302) avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6646 et suivants de la dite rue De Laroche. Avec droit de passage en commun avec tous ceux y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit lot de terre et avec tous droits et servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 23 novembre 1940.

Bureau du shérif, Montréal, 25 novembre 1940. 5353-48-2-o [Première publication, le 30 novembre 1940]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ALEX. BREMNER 193675 } LIMITED, demanderesse; vs A. W. alias J. WILFRID alias A. LAURIER, défendeur.

Cet emplacement situé sur la rue St-André, en la cité de Montréal, et composé des lots suivants connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, en ladite cité de Montréal comme étant (a) Le lot numéro deux du lot de subdivision numéro deux du lot originaire numéro douze cent-sept (1207-2-2), mesurant quarante-cinq pieds, en front, par cinquante-cinq pieds, en profondeur, mesure anglaise; (b) le lot numéro deux du lot de subdivision numéro un du lot originaire numéro douze cent-sept (1207-1-2), mesurant quarante-cinq pieds, en front, par cinquante-cinq pieds en profondeur, mesure anglaise; (c) le lot numéro A du lot de subdivision numéro un du lot de subdivision numéro deux du dit lot originaire numéro douze cent-sept (1207-2-1A), mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cinquante-cinq pieds en profondeur, mesure anglaise; (d) le lot numéro A du lot de resubdivision numéro un du lot de subdivision numéro un dudit lot originaire numéro douze cent-sept (1207-1-1A) mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cinquante-cinq pieds en profondeur, mesure anglaise, faisant une largeur totale de soixante-dix pieds par une profondeur totale de cent dix pieds, mesure anglaise, avec la maison à appartements dessus érigée portant le numéro civique 3426, rue St-André, Montréal, et toutes les dépendances y appartenant, avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro trois dudit lot originaire numéro douze cent-sept, et autres passages contigus au dit emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Montréal, le 18 décembre 1940. 5747-51-2 [Première publication, 21 décembre 1940]

Le shérif, L.-P. CAISSE.

As belonging to and in the possession of the said defendants es-qualité and the said mis-en-cause.

A lot of land situate in the City of Montreal, bounded in front by avenue de Laroche, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte St-Louis, under number three hundred and two of the official subdivision of original lot number five (5-302)—with the buildings thereon erected, bearing civic number 6646 and following of said De Laroche street. With right of passage in common with all those having a right thereto in the lane situate in rear of the said lot of land and with all rights and servitudes attached thereto.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 23rd. November, 1940.

Sheriff's Office, Montreal, November 25th, 1940. 5354-48-2 [First publication, November 30th, 1940]

L. P. CAISSE, Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ALEX. BREMNER LI- 193675 } MITED, plaintiff; vs A. W. alias J. WILFRID alias A. LAURIER, defendant.

That emplacement situate on St. Andre St. in the City of Montreal and composed of the following lots known and designated on the plan and in the book of reference of St. James ward, in the said City of Montreal, as (a) lot number two of the subdivision lot number two of the original lot number twelve hundred and seven (1207-2-2), measuring forty-five feet in front by fifty-five feet in depth, english measure; (b) lot number two of the subdivision lot number one of the original lot number twelve hundred and seven (1207-1-2), measuring forty five feet in front by fifty five feet in depth, english measure; (c) lot number A of the subdivision lot number one of the subdivision lot number two of the said original lot number twelve hundred and seven (1207-2-1A), measuring twenty five feet in width by fifty-five feet in depth, english measure; (d) lot number A of the resubdivision lot number one of the subdivision lot number one of the said original lot number twelve hundred and seven (1207-1-1A) measuring twenty five feet in width by fifty-five feet in depth, english measure, making a total width of seventy feet, by a total depth of one hundred and ten feet, english measure, with the apartment house thereon erected bearing the civic number 3426 on St. André St. Montreal, and all the dependencies thereto belonging with the right of way in common with others in the lane known as being the subdivision lot number three of the said original lot number twelve hundred and seven, and other passages adjoining the said emplacement.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, December, 18th, 1940. 5748-51-2-o [First publication, December 21st, 1940]

L. P. CAISSE, Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LUC PRUD'HOMME et
No 191079 } al, demandeurs vs
HARRY TOORNBURG, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Wolsley, dans l'extension ouest de Montréal dans le village de Côte St-Luc, ledit emplacement formant une partie du lot numéro cent neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et enregistré dudit lot officiel comme étant les subdivisions numéros deux cent onze et deux cent douze (109-211 et 212), et contenant ledit emplacement, cinquante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses, y compris un cottage de deux étages, en brique, érigé sur ledit emplacement et dont le mur sud-est est de brique solide et est mitoyen avec la propriété attenante.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, } L.-P. CAISSE.
Montréal, le 18 décembre 1940. 5749-51-2
[Première publication, 21 décembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } LUC PRUD'HOMME et al
No. 191079 } plaintiffs vs HARRY
TOORNBURG, defendant.

That certain emplacement fronting on Wolsley Avenue, in Montreal West Extension in the Village of Cote St-Luc said emplacement forming part of lot number one hundred and nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known on the sub-division plan duly made and filed of said official lot as subdivisions number two hundred and eleven and two hundred and twelve (109-211 and 212), containing said emplacement, fifty feet in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less.

With all the buildings including the two storey brick cottage erected on the said emplacement, the south-east wall of which said cottage is of solid brick and is mitoyen with the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } L. P. CAISSE,
Montreal, December 18th, 1940. 5750-51-2-o
[First publication, December 21st, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LUC PRUD'HOMME et
No 191080 } al, demandeurs, vs
HARRY TOORNBURG, défendeur.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Wolsley dans l'extension ouest de Montréal, dans le village de Côte St-Luc, ledit emplacement formant partie du lot numéro cent neuf aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu au plan de subdivision dûment fait et enregistré dudit lot officiel comme étant les subdivisions numéros deux cent neuf et deux cent dix (109-209-210) contenant ledit emplacement, cinquante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses y compris le cottage en brique, de deux étages, érigé sur ledit emplacement et dont le mur nord-ouest est de brique solide et est mitoyen avec la propriété attenante."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, } L. P. CAISSE.
Montréal, le 18 décembre 1940. 5751-51-2
[Première publication, 21 décembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } LUC PRUD'HOMME et al
No. 191080 } plaintiffs, vs HARRY
TOORNBURG, defendant.

"That certain emplacement fronting on Wolsley Avenue in Montreal West Extension in the Village of Cote St-Luc, said emplacement forming part of lot number one hundred and nine on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said official lot as subdivisions number two hundred and nine and two hundred and ten (109-209 and 210) containing said emplacement fifty feet in width by seventy-five feet in depth English measure and more or less.

With all the buildings including the two storey brick cottage erected on the said emplacement, the northwest wall of which said cottage is of solid brick and is mitoyen with the adjoining property.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's Office, } L. P. CAISSE,
Montreal, December 18th, 1940. 5752-51-2-o
[First publication, December 21st, 1940]

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac
Canada, }
Province de Québec, } LA COMMISSION
No 4850 } DU PRET AGRICOLE
COLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la Province de Québec, en la cité de Québec, requérante vs FERDINAND BELEC, de Fort Coulonge, comté de Pontiac, cultivateur, intimé

PONTIAC

Superior Court.—District of Pontiac
Canada, }
Province of Québec, } THE CANADIAN
No. 4850 } FARM LOAN
BOARD, a corporation existing under a Federal Act and having, under the said Act, its head office for the Province of Québec, in the city of Québec, petitioner; vs FERDINAND BELEC, of Fort Coulonge, county of Pontiac, farmer, respondent; and

et EDMOND BELEC, de Fort Coulonge, comté de Pontiac, cultivateur, mis-en-cause.

Toute cette propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Mansfield, comté de Pontiac, comme étant les lots numéros treize-un (13-1) quatorze-un (14-1) dans le quatrième rang du canton de Mansfield susdit avec toutes les bâtisses érigées et à être érigées sur les susdits terrains, circonstances et dépendances, moins parties des susdits lots appartenant à Ainalie M. Green ou ses représentants, et telles parties de lots ayant front sur la rivière Coulonge, et mesurant cent pieds de profondeur, par la largeur des dits lots et telles parties réservées bornées comme suit: au sud par la rivière Coulonge, au nord par le résidu des susdits lots treize-un et quatorze-un, à l'est par la ligne est du lot douze-un et à l'ouest par la ligne ouest des lots quinze-un et quinze-deux du même rang.

Pour être vendue, au Bureau d'Enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, le-VINGT-ET-UNIEME jour de JANVIER 1941, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, 17 décembre 1940. 5757-51-2-0
[Première publication, 21 décembre 1940]

EDMOND BELEC, of Fort Coulonge, county of Pontiac, farmer, mis-en-cause.

All that property known and designated on the official plan and in the book of reference for the Township of Mansfield, county of Pontiac, as being lots numbers thirteen-one (13-1), fourteen-one (14-1) in the fourth range of the township of Mansfield aforesaid—with all the buildings erected and to be erected on the aforesaid lots of land, circumstances and dependencies, less parts of the aforesaid lots belonging to Ainalie M. Green or representatives, and such parts of lots fronting on the Coulonge River, and measuring one hundred feet in depth, by the width of the said lots and such reserved parts bounded as follows: on the south by the Coulonge River, on the north by the residue of said lots thirteen-one and fourteen-one, on the east by the east line of lot twelve-one and on the west by the west line of lots fifteen-one and fifteen-two of the same range.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY, 1941, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, December 17, 1940. 5758-51-2
[First publication, December 21st, 1940]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } ARMAND DUMONT, cultivateur, de Gentilly, dans le comté de Nicolet, contre DAME EVA DUMONT, de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, veuve de feu Philippe Potvin, en son vivant du même lieu,—et Mtre Réal Lavergne, curateur au délaisement, à savoir:

Partie du lot No 85 (quatre-vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang de Deschaillons, contenant un arpent et demi de largeur sur environ quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, bornée au nord au chemin royal, au sud aux terres du 2eme rang, au nord-est aux représentants de feu Philippe Potvin, et au sud-ouest à Ernest Beaudet ou représentants, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire un terrain de la contenance de trois cents pieds de profondeur du nord au sud, tel que clôturé actuellement sur la largeur qu'il y a de la ligne chez Leude Beaudet, à l'ouest à venir de la clôture de l'année à l'est, lequel terrain est la propriété de la Corporation Municipale du Village de Deschaillons, rue St-Laurent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, le DIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 4 décembre 1940. 5503-49-2-0
[Première publication, 7 décembre 1940]
[Deuxième publication, 21 décembre 1940]

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } ARMAND DUMONT, farmer, of Gentilly, in the County of Nicolet; against DAME EVA DUMONT, of St-Jean Deschaillons, County of Lotbinière, widow of the late Philippe Potvin, in his lifetime of the same place; and Mtre. Réal Lavergne, curator to the abandonment, to wit:

Part of lot No. 85 (eighty five) on the official cadastre for the Parish of St-Jean Deschaillons, County of Lotbinière, being a farm situate in the first Range of Deschaillons, measuring one and one half arpent in width by about forty arpents in depth, the whole more or less, bounded on the north by the King's Highway, on the south by the lands of the 2nd Range, on the northeast by the representatives of the late Philippe Potvin, and on the southwest by Ernest Beaudet or representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted, a lot of land measuring three hundred feet in depth from north to south, as actually fenced in, by the width existing from the line at Leude Beaudet's, on the west, as far as the fence of the year on the east, said lot of land being the property of the Municipal Corporation of the Village of Deschaillons, St. Laurent street.

To be sold at the parochial church door of St-Jean Deschaillons, County of Lotbinière, on the TENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 4th, 1940. 5504-49-2
[First publication, December 7th, 1940]
[Second publication, December 21st, 1940]

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Cour Supérieure—District de Montréal

No 1957991 } DAME ELISE LANOIX, veuve
de feu Roch LaSalle, de
Saint-Guillaume d'Upton, Province de Québec,
demanderesse; vs ADRIEN BOURRET, boucher,
des cité et district de Montréal, défendeur.

"Un terrain-emplacement situé au village de St-Guillaume sur le côté nord-ouest de la rue Principale, de quatre-vingt-dix pieds de front sur deux cent cinquante-quatre pieds de profondeur, le tout plus ou moins, tenant devant, à la dite rue, derrière à Louis Cartier, au nord-est à MM. Oscar Dessert & Joseph Picard et au sud-ouest à MM. Victor Lussier et Louis Cartier;—avec maison et autres bâtisses dessus;—le dit terrain-emplacement étant les lots numéros cinq cent soixante-six et cinq cent soixante-sept, et partie du lot numéro cinq cent trente-trois, (Nos 566, 567, ptie 533) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Yamaska, pour la paroisse de St-Guillaume d'Upton".

Pour être vendu à la porté de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour du mois de JANVIER 1941, à DEUX heures de l'après-midi (Heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, ce 17 décembre 1940. 5753-51-2-0
[Première publication, 21 décembre 1940]

FIERI FACIAS

Superior Court—District of Montreal

No. 1957991 } DAME ELISE LANOIX, widow
of the late Roch LaSalle, of
St-Guillaume d'Upton, Province of Quebec,
plaintiff; vs ADRIEN BOURRET, butcher, of
the City and District of Montreal, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the Village of St-Guillaume, on the northwest side of "Principale" street, measuring ninety feet in front by two hundred and fifty four feet in depth, the whole more or less, bounded in front by the said street, in rear by Louis Cartier, on the northeast by Messrs. Oscar Dessert & Joseph Picard and on the southwest by Messrs. Victor Lussier and Louis Cartier—with a house and other buildings thereon erected—said lot of land or emplacement being lots numbers five hundred and sixty six and five hundred and sixty seven and part of lot number five hundred and thirty three (Nos 566, 567 Pt. 533) on the official cadastral plan and in the book of reference of the County of Yamaska, for the Parish of St. Guillaume d'Upton.

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of JANUARY, 1941, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, December 17th, 1940. 5754-51-2
[First publication, December 21st, 1940]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Dans la Cour de l'Échequier du Canada

Canada, } DANS l'affaire relative à la "Loi
No 18,392 } ayant pour objet de suppléer
le revenu nécessaire pour faire face aux dépenses
de guerre, 1915, et ses amendements entre LE
PROCUREUR GENERAL DU CANADA, deman-
deur; vs ARTHEMISE THERIAULT,
épouse séparée de biens de Elzéar Dallaire, faisant
affaires seule, en la ville de Shawinigan-Falls,
dans la province de Québec, comme imprimeur,
sous les nom et raison sociale de L'ECHO DU
ST-MAURICE, et le dit Elzéar Dallaire, pour
autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,
défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Maurice, en la cité de Grand'Mère, connu et désigné comme étant formé des lots numéros trente-neuf et quarante de la subdivision du lot cadastral numéro quatre-vingt-cinq (85-39 et 85-40) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Flore, avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Paul, en la cité de Grand'Mère, MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JANVIER 1941, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, ce 18 décembre 1940. 5755-51-2
[Première publication, 21 décembre 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

In the Exchequer Court of Canada,

Canada, } IN the matter of The Special
No. 18,392 } War Revenue Act, 1915, and
amendments between THE ATTORNEY-GEN-
ERAL OF CANADA, plaintiff, vs ARTHEMISE
THERIAULT, wife, separate as to property
of Elzéar Dallaire, carrying on business alone in
the town of Shawinigan-Falls, in the Province of
Quebec, as a printer, under the firm name and
style of L'ECHO DU ST-MAURICE, and the
said Elzéar Dallaire for the purpose of authoriz-
ing his said wife to these presents, defendant.

An emplacement fronting on St-Maurice street, in the City of Grand'Mère, known and designated as being composed of lots numbers thirty-nine and forty of the subdivision of cadastral lot number eighty-five (85-39 and 85-40) of the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Flore—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of St-Paul, in the City of Grand'Mère, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JANUARY, 1941, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, December 18, 1940. 5756-51-2
[First publication, December 21st, 1940]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, No 51**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 51**

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

3811 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:— 3811

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Babineau vs Barlow 3827
Gilbert vs Lessard 3827

Babineau vs Barlow 3827
Gilbert vs Lessard 3827

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

ORDERS-IN-COUNCIL:—

4344—Concernant la révocation de l'arrêté ministériel No 678 du 25 avril, 1939, re: certains lots du rang III du canton Landrienne 3828
4343—Concernant la révocation de l'arrêté ministériel No 1226 du 30 juin, 1939, re: certains lots dans le canton de Baraute 3828
4340—Industrie du gant fin dans la province de Québec 3827
4339—Métier de boulanger dans le district de Québec 3828

4344—Concerning the repealing of Order in Council No. 678 of April 25th, 1939, re: certain lots of Range III, of the township of Landrienne 3828
4343—Concerning the repealing of Order in Council No. 1226 of June 30th, 1939, re: certain lots in the township of Baraute 3828
4340—Fine glove industry in the Province of Quebec 3827
4339—Baker trade in the district of Quebec 3828

ASSURANCES:—

INSURANCES:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Victor de Tring 3830
La Sécurité Compagnie d'Assurances Générales du Canada 3829

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Victor de Tring 3830
General Security Insurance Company of Canada 3829

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Commission Industrie Laitière 3832
Farnham, ville de 3831
L'Union des Employés de l'Atelier Municipal de Québec 3830
Ottawa Electric Company 3833
Quemartic Mines (Quebec) Limited 3831
Rachat des Rentes Seigneuriales re: munic. de Ste-Louise 3830
Royal-Roussillon, corp. scolaire 3831

Dairy Industry Commission 3832
Farnham, town of 3831
L'Union des Employés de l'Atelier Municipal de Québec 3830
Ottawa Electric Company 3833
Quemartic Mines (Quebec) Limited 3831
Redemption of Seigniorial Rents re: munic. of Ste-Louise 3830
Royal-Roussillon, school corp 3831

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Bills privées 3835

Private Bills 3835

BUREAUX-CHEF:—

CHIEF-OFFICES:—

Club des Diabes Rouges de Verdun, Inc 3835
General Test Co. Ltd 3835

Verdun Red Devils Club Inc 3835
General Test Co. Ltd 3835

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Compagnie de Biscuits Aetna Inc 3835
Earlacour Gold Mines Limited 3837
Hermar Investments Limited 3838
Kerhulu, Limitée 3836
La Librairie St-Jean Limitée 3836
Lindy's Limited 3838
Majestic Oil Burner Company, Ltd 3836
Ouareau Land Company Limited 3838
Quemartic Mines (Quebec) Limited 3837
The Merchants' Light, Heat & Power Company 3836
The United Tire Stores Limited 3837
Vicour (Quebec) Mines Limited 3837
Wildor Quebec Mines Limited 3837

Compagnie de Biscuits Aetna Inc 3835
Earlacour Gold Mines Limited 3837
Hermar Investments Limited 3838
Kerhulu, Limitée 3836
La Librairie St-Jean Limitée 3836
Lindy's Limited 3838
Majestic Oil Burner Company, Ltd 3836
Ouareau Land Company Limited 3838
Quemartic Mines (Quebec) Limited 3837
The Merchants' Light, Heat & Power Company 3836
The United Tire Stores Limited 3837
Vicour (Quebec) Mines Limited 3837
Wildor Quebec Mines Limited 3837

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:—

MINIMUM WAGE COMMISSION:—

Règlement B-1-A (Prélèvement) 3843
Résolution de suspension 3844

By-law B-1-A (Levy) 3843
Resolution of suspension 3844

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Alexopoulos, George Anthony.....	3816
Chicoutimi, cité de.....	3821
Cohen, Louis <i>et al.</i>	3814
Collège d'Amos.....	3815
Commissaires d'écoles de St-Pierre-aux-Liens.....	3817
Compagnie L'Electrique de Mont-Laurier Limitée.....	3815
Grand'Mère, cité de <i>et al.</i>	3819
Industrial Life Insurance Company.....	3814
Lachine, cité de.....	3820
La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières.....	3815
La Compagnie du Chemin de Fer Roberval-Saguenay.....	3816
L'Association des Chiropraticiens de la province de Québec, Inc.....	3818
Longueuil, cité de.....	3819
Louiseville, ville de.....	3821
Maniwaki, village de.....	3816
Montréal, cité de.....	3817
Notre-Dame du Mont Carmel, paroisse de <i>et al.</i>	3819
Richmond, ville de.....	3820
Saguenay Terminals Limited.....	3817
St-Etienne des Grès, paroisse de <i>et al.</i>	3819
St-Georges-est, village de.....	3814
Succession de Dame E. M. Wurtele ou Lindsay.....	3820
Succession J.-N. Perrault.....	3816
The Wales Home.....	3815
Trois-Rivières, cité de.....	3822
Val d'Or, ville de.....	3818

LETTRES PATENTES:—

Club des Diables Rouges de Verdun, Inc —Verdun Red Devils Club Inc.....	3825
General Test Co. Ltd.....	3826
The Junior League of Montreal Inc.....	3812

LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:—

Cadillac, village minier de.....	3822
Pascalis, village minier de.....	3823

LIQUIDATION, AVIS DE:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois.....	3838
--	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Débardeurs du port de Sorel.....	3845
Employés municipaux de St-Joseph d'Alma.....	3846
Industrie de la boulangerie de Québec.....	3845
Industrie de la chaussure dans la province de Québec.....	3846
Industrie des gants fins.....	3845
Vérificateurs du Port de Québec.....	3845

MINUTES DE NOTAIRES:—

Biron, Edouard.....	3839
Durand, Jean.....	3839
Leduc, Joseph-Médard.....	3839

PROCLAMATIONS:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3839
Territoire annexé à la paroisse de Plaisance.....	3840

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Alexopoulos, George Anthony.....	3816
Chicoutimi, city of.....	3821
Cohen, Louis <i>et al.</i>	3814
Collège d'Amos.....	3815
School Commissioners of St-Pierre-aux-Liens.....	3817
Compagnie L'Electrique de Mont-Laurier Limitée.....	3815
Grand'Mère, city of <i>et al.</i>	3819
Industrial Life Insurance Company.....	3814
Lachine, city of.....	3820
The Alma & Jonquieres Railway Company.....	3815
The Roberval and Saguenay Railway Company.....	3816
Quebec Chiropractic Association Inc.....	3818
Longueuil, city of.....	3819
Louiseville, town of.....	3821
Maniwaki, village of.....	3816
Montreal, city of.....	3817
Notre-Dame du Mont-Carmel, parish of <i>et al.</i>	3819
Richmond, town of.....	3820
Saguenay Terminals Limited.....	3817
St-Etienne des Grès, parish of <i>et al.</i>	3819
St-Georges-est, village of.....	3814
Estate of Dame E. M. Wurtele or Lindsay.....	3820
Estate of J.-N. Perrault.....	3816
The Wales Home.....	3815
Trois-Rivières, city of.....	3822
Val d'Or, town of.....	3818

LETTERS PATENT:—

Club des Diables Rouges de Verdun, Inc —Verdun Red Devils Club Inc.....	3825
General Test Co. Ltd.....	3826
The Junior League of Montreal Inc.....	3812

LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:—

Cadillac, mining village of.....	3822
Pascalis, Mining village of.....	3823

WINDING UP NOTICE:—

La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame des Bois.....	3838
--	------

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Stevedores of the Harbour of Sorel.....	3845
Municipal employees of St. Joseph d'Alma.....	3846
Baking industry of Quebec.....	3845
Shoe industry in the Province of Quebec.....	3846
Fine glove industry.....	3845
Checkers of the Port of Quebec.....	3845

NOTARIAL MINUTES:—

Biron, Edouard.....	3839
Durand, Jean.....	3839
Leduc, Joseph-Médard.....	3839

PROCLAMATIONS:—

Convocation of the Legislature for the despatch of the business.....	3839
Territory annexed to the parish of Plaisance.....	3840

VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Barrière vs Rémillard <i>et al.</i>	3841	Barrière vs Rémillard <i>et al.</i>	3841
VENTE FOUR TAXES:—		SALE FOR TAXES:—	
Trois-Rivières, cité de.....	3843	Trois-Rivières, city of.....	3843
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Self Hardware Reg'd vs Mocharnuck....	3847	Self Hardware Reg'd vs Mocharnuck....	3847
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Cité de Drummondville vs Cardin <i>et vir.</i>	3848	City of Drummondville vs Cardin <i>et vir.</i>	3848
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Genesse vs Roy.....	3848	Genesse vs Roy.....	3848
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Boivin vs Chaput.....	3849	Boivin vs Chaput.....	3849
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Alex. Bremner Limited vs Laurier.....	3851	Alex. Bremner Limited vs Laurier.....	3851
C. Courey & Co. vs Lacroix.....	3849	C. Courey & Co. vs Lacroix.....	3849
Cité de Montréal vs Goulet.....	3850	City of Montreal vs Goulet.....	3850
Cité de Montréal vs St. Hubert Develop- ment Corp.....	3850	City of Montreal vs St. Hubert Develop- ment Corp.....	3850
Prud'homme <i>et al</i> vs Toornburg.....	3852	Prud'homme <i>et al</i> vs Toornburg.....	3852
Prud'homme <i>et al</i> vs Toornburg.....	3852	Prud'homme <i>et al</i> vs Toornburg.....	3852
J. S. Vallée Limitée vs Archambault <i>et al</i>	3850	J. S. Vallée Limitée vs Archambault <i>et al</i>	3850
PONTIAC:—		PONTIAC:—	
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Belec.....	3852	The Canadian Farm Loan Board vs Be- lec.....	3852
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Dumont vs Dumont.....	3853	Dumont vs Dumont.....	3853
RICHELIEU:—		RICHELIEU:—	
Lanoix vs Bourret.....	3854	Lanoix vs Bourret.....	3854
TROI-RIVIÈRES:—		TROI-RIVIERES:—	
Le Procureur Général du Canada vs Thé- riault <i>et vir.</i>	3854	The Attorney-General of Canada vs Thé- riault <i>et vir.</i>	3854

